

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Dossier

N° 491 du 28.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Israël défie encore et encore le monde et la morale au vu et au su de tous : silence, on assassine un peuple!

1 Les brèves

1-1 Azam Tamimi: l'Égypte et Abbas voulait expulser le Hamas.

1-2 "Israël" chasse les militants étrangers de Cisjordanie.

1-3 Vous êtes un terroriste", crie un Palestinien à Tony Blair.

1-4 Echauffourées entre policiers israéliens et manifestants palestiniens sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem.

1-5 Plateforme-Palestine : « Incidents inter-religieux » à Jérusalem.

1-6 Zahri, frère du porte-parole du Hamas, décède à la suite de tortures.

2 Dossier

2-1 Michel Warschawski : Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël : réponse à Uri Avnery.

2-2 Israël maintient son refus du traité de non-prolifération nucléaire.

2-3 Thabet El Masri Gaza : Un camp de lente extermination ?

2-3 Silvia Cattori - Gaza : Un camp de lente extermination ? Entretien avec le Docteur Thabet El Masri.

2-4 Peter Eyre : Le rapt des réserves naturelles de Gaza par Israël.

2-5 Ashkenazi, accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité & Boss de l'Armée Israélienne...

2-6 Dr. Ibrahim Hamami : Criez : cela leur est égal, tout à fait !

2-7 Chérif Boudelal : Les criminels protégés et les victimes pénalisées !

2-8 Omar Barghouti : 8H contre Agrexco Montpellier.

2-9 Jerrold Kessel et Pierre Klochendler : Turquie : Premier Allié A Boycotter Israël...

2-10 Turquie- Israël ce n'est plus business comme d'habitude.

2-11 Ahmad Y. Al-Qarei : Tous les Etats et instances arabes et islamiques sont unanimes sur le danger qui pèse actuellement sur Jérusalem.

3 Déclaration, [courrier des lecteurs](#) & témoignage

3-1 Topaz Moore et Yolande Knell : Balles dans le cerveau, shrapnel dans la colonne vertébrale : terribles blessures chez les enfants de Gaza.

3-2 Rapport : Les captives palestiniennes, souffrances inhumaines, en attendant une lueur de liberté.

3-3 Annick-Denise Hamouri : Mon fils Salah, franco palestinien, détenu depuis 2005, condamné à 7 ans de prison.

3-4 Sabri Mohammed Ghraïeb : Ils m'ont mis en prison dans ma maison. (Un Palestinien au milieu des colons.)

3-5 Des fermiers de Gaza aux prises avec des terres agricoles endommagées.

Tiré a part

Israël défie encore et encore le monde et la morale au vu et au su de tous : silence, on assassine un peuple!

Par la violence et l'arrogance, Israël veut obliger les institutions internationales de retirer définitivement de leur programme les travaux concernant le rapport Goldston !

Ceci montre la panique des dirigeants israéliens qui voient leur impunité remise en cause. Ils voient déjà leurs assassins traînés devant la justice internationale et condamnés pour les crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'ils ont commis.

Cela fait plusieurs jours que l'Esplanade des mosquées d'Al Aqsa, du Dôme du Rocher et leurs environnements sont assiégés en permanence par la police et l'armée israéliennes qui protègent les colons extrémistes. Ces derniers veulent en faire leurs lieux de prière et expulser tous les Palestiniens de Jérusalem Est.

Cailloux, chaussures et chaises contre les grenades fumigènes et balles enrobées

Plusieurs jours d'affrontement déjà entre jeunes palestiniens d'un côté et policiers et soldats israéliens de l'autre ; plusieurs dizaines de blessés et d'arrestations ont été comptabilisés chez les Palestiniens, et le monde reste muet ! Dans quel monde nous vivons ? Nous vivons dans un monde muselé, dépourvu de toute humanité.

Que les femmes et les hommes encore libres dans ce monde réagissent sans tarder contre cette lâcheté pour exiger le retrait total de l'armée israélienne de ces lieux et de toute la Cisjordanie. Sans la présence des soldats israéliens en Cisjordanie, et sans les colons qui polluent la vie des Palestiniens, il n'y aurait pas de « violence » comme le disent les médias sionisants occidentaux.

Où sont les régimes arabes

Où sont les gouvernements des pays musulmans ?

Où sont les États occidentaux, donneurs de leçons des droits de l'Homme ?

Où est l'ONU qui est censé gérer la ville de Jérusalem ?

Où est Mahmoud ABBAS ?

Même les morts ont bougé dans leurs tombes devant cette injustice.

Mais tout ce monde reste immobile devant cette infamie et cette barbarie de l'armée « la plus morale du monde » selon ses dirigeants, lesquels sont soutenus par les dirigeants des pays occidentaux et par certains régimes arabes ! Est-ce ceci signifie que ce monde est encore plus moral que l'armée israélienne ?

Contre la répression et l'occupation israéliennes à Jérusalem-Est. AFPS, CCIPPP, Génération Palestine, UJFP...

Chérif BOUDELAL – 27 octobre 2009

1 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Azam Tamimi: l'Égypte et Abbas voulait expulser le Hamas.

"L'Égypte et le président sortant Mahmoud Abbas, ont tenté d'expulser totalement le Hamas de la scène politique, via un enjeu semblant légitime, mais ne sont pas tombés accord sur les dispositifs et mesures à pratiquer", a dévoilé le directeur de "l'institut de l'esprit politique et islamique", à Londres, Azam Tamimi.

Tamimi a affirmé lors de ses déclarations sur la chaîne télévisée "Al Qods", le mercredi 21/10, que le projet israélo-américain a tenté d'escroquer le Hamas, via des élections falsifiées, pour propager au monde entier que le Hamas a raté réellement les résultats électoraux.

"Ce projet sioniste vise d'expulser le Hamas de la scène politique, via une méthode d'apparence aussi légitime et démocratique", a ajouté l'analyste (Tamimi).

Tamimi a appelé le Hamas de s'attacher fortement à sa stratégie légale, en confirmant qu'il va certainement remporter les résultats prévus.

"L'occident veut que le Hamas tira sur soi la balle de grâce", a –t-il ajouté.

En attaquant le président sortant, Mahmoud Abbas, avec un ton plus ferme, Tamimi a contesté en affirmant: " Les déclarations d'Abbas sont hostiles, racistes, il ne veut plus une telle réconciliation, ni un consensus palestinien". Tamimi a protesté contre Abbas en insistant: "Si Abbas a voulu mettre fin aux désaccords, il avait vraiment libéré les captifs politiques en Cisjordanie, il avait contribué avec le Hamas pour briser l'embargo sioniste sur Gaza, il avait œuvré avec les parties concernées pour l'ouverture du passage de Rafah".

"Abbas ne tient qu'à exécuter le projet israélo-américain destinant à renverser le Hamas de la scène politique, à travers une campagne électorale falsifiée", a finalement apprécié Tamimi.

CPI Azam Tamimi

22/10

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Stho5kCzbcFbwOJyql8Meg8DQZRRMrU0MKwBS8MLi7bBbe6LAQluian%2bsVc1uwEpbjCGzGwse%2fa1Ruibf0%2bxRKgRAfbCQf32xLy4Y2qQKE%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Stho5kCzbcFbwOJyql8Meg8DQZRRMrU0MKwBS8MLi7bBbe6LAQluian%2bsVc1uwEpbjCGzGwse%2fa1Ruibf0%2bxRKgRAfbCQf32xLy4Y2qQKE%3d)

1-2 "Israël" chasse les militants étrangers de Cisjordanie.

Les autorités de l'occupation israélienne ont durci les restrictions qu'elles exercent sur les Palestiniens de la Cisjordanie occupée qui luttent pour préserver leurs terres.

Selon la chaîne satellitaire qatarie AlJazira, elles ont expulsé dernièrement des dizaines de militants étrangers venus assister les Palestiniens dans le village de Bourine, au sud de Naplouse, dans la cueillette des olives dans les terres situées à proximité des colonies sionistes. Elles les ont également menacés de les expulser hors de la Palestine et d'imposer une contravention aux Palestiniens qui leur demandent assistance. **20/10/2009** Les autorités de l'occupation israélienne ont durci les restrictions qu'elles exercent sur les Palestiniens de la Cisjordanie occupée qui luttent pour préserver leurs terres.

Selon la chaîne satellitaire qatarie AlJazira, elles ont expulsé dernièrement des dizaines de militants étrangers venus assister les Palestiniens dans le village de Bourine, au sud de Naplouse, dans la cueillette des olives dans les terres situées à proximité des colonies sionistes. Elles les ont également menacés de les expulser hors de la Palestine et d'imposer une contravention aux Palestiniens qui leur demandent assistance.

Selon un des habitants du village en question, le Palestinien Bilal Eid (42 ans), après avoir perquisitionné leurs terres, les soldats de l'occupation leur ont demandé de ne plus demander assistance auprès des militants étrangers, sous peine de payer une amende de 2.000\$ et plus.

Eid a assuré avoir obtenu confirmation de cette décision auprès du bureau de liaison palestinien auquel toutes les décisions israéliennes sont transmises.

"La gravité (de cette décision) réside dans le fait que les citoyens palestiniens ne pourront plus empêcher la confiscation de leurs terres, ni transmettre leur endurance au monde à travers ces militants. De plus, leur absence va faciliter la tâche aux colons pour réprimer encore plus les Palestiniens et prendre d'assaut leurs terres sans aucune surveillance" s'est plaint Eid.

Lequel a souligné l'importance que jouent ces militants diffusés un peu partout dans les villages de la Cisjordanie et qui "dévoilent à leurs états et aux organisations humaines la réalité des exactions et des crimes commis par l'occupation israélienne et réfute ses mensonges à travers lesquels elle fait croire le monde entier que les Palestiniens sont des criminels et les agresseurs des colons".

Pour leur part, les militants étrangers ont refusé de quitter les territoires palestiniens. Par la voix de leur porte-parole, le britannique Peter Leder, ils assuré qu'ils feront tout pour revenir au cas où les israéliens en viennent à les expulser. " Nous ne laisserons jamais les Palestiniens lutter seuls contre les Israéliens" a-t-il affirmé.

20/10/2009

<http://www.almanar.com.lb/newssite/NewsDetails.aspx?id=107789&language=fr>

1-3 Vous êtes un terroriste", crie un Palestinien à Tony Blair.

Article repris de Sky News Online, Blair Called 'Terrorist' On West Bank Visit, par Steve Davies.

L'envoyé au Moyen Orient visitait une mosquée ancienne dans la ville d'Hébron quand l'incident est survenu. Le jeune palestinien a été poussé dans un coin par le personnel de la sécurité palestinienne, pour tenter de le faire taire.

Il a alors crié : « *Vous n'êtes pas le bienvenu sur la terre de Palestine,* » et « *Vous êtes un terroriste,* » pendant que T. Blair visitait la mosquée.

L'ancien premier ministre s'est tourné vers l'homme en souriant et lui a fait un geste de la main tandis qu'on l'expulsait.

Blair a dit aux journalistes que les sentiments de cet homme n'étaient pas le juste reflet de l'attitude locale envers lui.

Il a dit : « *Vous savez, il a protesté, et c'est parfait. Je pense qu'il est important pour vous aussi, les gars, de ne*

pas toujours prendre une protestation pour la position générale de la population toute entière. »

M. Blair a ajouté que les Israéliens et les Palestiniens voulaient une résolution pacifique du conflit.

« Il ne sera résolu que lorsque nous aurons trouvé le moyen de créer deux Etats... côte à côte, en paix.

Franchement, ce n'est pas avec des protestations qu'on y arrivera, mais avec des négociations patientes. »

Le correspondant de Sky au Moyen-Orient ajoute : *« M. Blair a été pris à partie deux fois, une par le Palestinien, puis par une touriste britannique. »*

Elle lui a demandé : *« Que pensez-vous avoir fait pour cette région pendant que vous étiez premier ministre ? »*

Blair a répondu : *« L'une des raisons pour lesquelles je voulais revenir et me concentrer sur cette région est précisément parce que j'ai ressenti ici qu'il y avait beaucoup de choses que je n'avais pu faire, ce que je vais essayer de faire maintenant. »*

Waghorn ajoute : *« Pour quelqu'un qui fait toujours extrêmement attention à ce qu'il dit, c'était une déclaration inhabituellement franche. »*

M. Blair est très controversé au Moyen-Orient, principalement parce qu'il a pris part à l'invasion de l'Irak en 2003.

Source : [Palestinian Mothers](#)

Traduction : MR pour [ISM](#)

21/10

http://www.alterinfo.net/Vous-etes-un-terroriste,-crie-un-Palestinien-a-Tony-Blair-lors-de-sa-visite-de-la-Mosquee-Ibrahimi,-a-Al-Khalil-Hebron_a38232.html **Youssef**

1-4 Echauffourées entre policiers israéliens et manifestants palestiniens sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem.

La police israélienne a utilisé dimanche des grenades assourdissantes pour disperser des centaines de manifestants palestiniens qui lui jetaient des pierres sur l'Esplanade des Mosquées, dans la vieille ville de Jérusalem.

Au cours de ces incidents, trois policiers israéliens ont été légèrement blessés et 15 manifestants ont été arrêtés, dont Hatem Abdelkader, le conseiller du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas pour les questions de Jérusalem. D'après Micky Rosenfeld, porte-parole de la police israélienne, le responsable politique palestinien est soupçonné d'incitation aux troubles à l'ordre public.

Des chefs musulmans avaient appelé les fidèles à se rassembler dimanche matin sur l'Esplanade des Mosquées pour protester contre ce qu'ils considèrent être une tentative de "conquête juive". Ce site, qui abrite à la fois la mosquée Al-Aqsa et le dôme du Rocher, est le troisième lieu saint de l'islam, après La Mecque et Médine.

Les juifs appellent cet endroit Mont du Temple. Autrefois s'y élevaient les temples de Salomon et d'Hérode, détruits depuis. Ce lieu est le plus saint du judaïsme car c'est là que se trouvait le Saint des Saints qui abritait l'Arche d'Alliance. L'Esplanade des Mosquées, ou Mont du Temple, est accessible plusieurs heures par jours aux visiteurs et touristes non musulmans, y compris juifs. La police israélienne y patrouille régulièrement.

D'après Micky Rosenfeld, elle est intervenue dimanche après avoir essuyé des jets de pierres. Les manifestants auraient lancé un cocktail Molotov et déversé de l'huile sur le sol pour faire glisser les forces de l'ordre. Les policiers ont tiré des grenades assourdissantes. Des témoins ont vu au moins deux manifestants blessés, dont un homme âgé qui avait été touché à la jambe par une balle en caoutchouc.

Des centaines de protestataires se sont réfugiés dans la mosquée Al-Aqsa, où la police israélienne n'est pas entrée. A la mi-journée, des petits groupes de jeunes continuaient à lancer des pierres et des bouteilles sur les forces de l'ordre, qui répliquaient à coups de grenades assourdissantes.

25/10

<http://www.aloufok.net/spip.php?article998>

1-5 Plateforme-Palestine : « Incidents inter-religieux » à Jérusalem.

Réponse à la presse française

Selon la dépêche de l'AFP du 27 septembre « des fidèles juifs venus prier ce matin sur l'Esplanade des Mosquées de Jérusalem ont été attaqués par des musulmans et les forces de l'ordre ont ramené le calme » citant le porte parole de la police israélienne.

Le Monde en date du 27 septembre indique que ces « heurts ont été provoqués par la tenue vestimentaire, à leurs yeux indécente, de certains touristes étrangers sur le lieu saint ».

Le Palestinian Centre for Human Rights dont la fiabilité est internationalement reconnue, apporte une autre version des faits : « le dimanche 27 septembre, un groupe de 40 colons israéliens, escorté par la police et la police des frontières israélienne, a tenté de pénétrer dans l'enceinte de la Mosquée Al Aqsa par la porte d'Al Maghariba ».

La police israélienne n'a pas donc fait que répliquer à des « attaques », elle est à l'origine de ces incidents. La venue des colons israéliens a été planifiée en avance et correspond à une décision délibérée du gouvernement israélien. La vieille ville ainsi que l'accès à Jérusalem-Est avaient été bloqués le jour même pour les Palestiniens de moins de 50 ans en prévision de la venue des colons israéliens.

Il faut rappeler que le site de l'Esplanade des Mosquées est sous la gestion unique du Waqf jordanien (autorité religieuse), dans l'attente d'un règlement futur sur le statut de Jérusalem.

Le rapport des chefs de mission de l'Union européenne sur Jérusalem-Est publié en 2008 avait constaté que « pendant la haute saison des fêtes juives, les colons ont fréquemment défilé sur l'esplanade d'Haram Al Sharif, parfois avec la protection des forces de sécurité israéliennes, dans ce qui semblait être une démonstration de force, ce qui conduit parfois à des affrontements avec les Palestiniens ». Des « incidents » similaires ont eu lieu 9 ans auparavant, lorsque la venue d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées avait été le déclencheur de la seconde Intifada. □ □ □ □

Pour la presse française, ne citer que le porte parole de la police israélienne comme unique source d'information revient à donner la parole à une puissance occupante sur une ville qu'elle occupe, avec les risques de désinformation que cela engendre.

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine rappelle que Jérusalem-Est constitue un territoire sur lequel le peuple palestinien est habilité à exercer son droit à l'autodétermination et sur lequel Israël ne saurait dès lors revendiquer aucune souveraineté, comme cela a été réaffirmé par le Conseil de sécurité des Nations unies en 1980.

Plateforme-Palestine

05 Octobre 2009

Source: [Plateforme des ONG françaises pour la Palestine](#)

http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2299:l-incidents-inter-religieux-r-a-jerusalem-reponse-a-la-presse-francaise&catid=7:attention-medias-&Itemid=12

1-6 Zahri, frère du porte-parole du Hamas, décède à la suite de tortures.

Youssef Hamdan Abu Zahri, frère du porte-parole du Hamas Sami Abu Zahri, est décédé mardi 13 octobre 2009 à la prison de Bordj al-Arab suite à de graves blessures causées par des actes de torture qui lui ont été infligées par les services de renseignement de la sûreté de l'Etat au siège de leur quartier général à Alexandrie.

Youssef Zahri, ressortissant palestinien accusé d'être entré illégalement en Egypte à travers un passage souterrain, avait été arrêté en avril 2008 à Al-Arish près de la frontière entre l'Egypte et Gaza. Ses codétenus affirment que depuis son arrestation il n'avait pas cessé d'être torturé à Bordj al-Arab et au siège des services de renseignement de la sûreté de l'Etat à Nasr City au Caire. Le décès de M. Youssef Zahri est clairement le résultat des actes de tortures dont il a été victime tout au long de sa détention.

Événements qui ont conduit à sa mort

Youssef Zahri a d'abord été arrêté le 28 avril 2008. Il ne fait aucun doute que son arrestation était liée aux activités de son frère en tant que figure éminente du Hamas.

Des contacts locaux ont informé Alkarama que le prisonnier palestinien avait été transféré il y a près de deux semaines de la prison de Bordj al-Arab au Siège de la Sûreté de l'Etat à Alexandrie. Youssef Zahri a été détenu par ce service durant quatre jours consécutifs au cours desquels il a subi de graves tortures qui ont notamment occasionné des hématomes crâniens et des hémorragies. A la suite de la dégradation de son état général, les services de renseignement l'ont de nouveau ramené à la prison de Bordj al-Arab.

Devant la gravité de son état, l'administration pénitentiaire l'a évacué en urgence à l'hôpital universitaire d'Alexandrie où le personnel médical, pour des raisons encore indéterminées, a refusé de le prendre en charge au service des urgences. Ramené en détention, il est mort dans sa cellule le 13 octobre 2009.

Climat d'impunité en Egypte

Au vu de cette affaire et des nombreux autres cas de torture recensés depuis plusieurs années en Egypte, il est manifeste que les forces de sécurité égyptiennes ont recours à la torture de manière systématique. En dépit du fait que l'Etat égyptien est régulièrement condamné par les ONG des droits de l'homme et la communauté internationale pour les violations commises sur son territoire, les forces de sécurité égyptiennes continuent à utiliser la torture en toute impunité à grande échelle.

Alkarama va porter le cas de Youssef Zahri à l'attention des procédures spéciales des Nations unies. En particulier, notre organisation a l'intention de soumettre son cas au Rapporteur spécial sur la torture et au Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Alkarama for Human Rights

Mercredi 14 octobre 2009

Source : Alkarama

[http://fr.alkarama.org/...](http://fr.alkarama.org/)

<http://www.palestine-solidarite.org:80/communiquelAlkarama.141009.htm>

2 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Michel Warschawski : Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël : réponse à Uri Avnery.

L'appel pour le « BDS » - Boycott, Désinvestissement, Sanctions – a finalement atteint l'opinion publique israélienne. La décision de la Norvège de retirer ses fonds des sociétés israéliennes impliquées dans la

construction des colonies a fait la différence, et a représenté le premier grand succès de cette campagne importante.

Après avoir ignoré la campagne pour le BDS pendant plusieurs années, Uri Avnery s'est finalement senti obligé de réagir, à deux reprises, dans son blog. Comme Uri, je réagis rarement aux opinions des autres dans mon propre blog, comme il le dit avec délicatesse : « je ne veux pas imposer mes vues, je veux juste apporter des éléments pour la réflexion, et je laisse le lecteur se former sa propre opinion ». Certains arguments mis en avant par Avnery, cependant, requièrent une réponse, car ils peuvent égarer ses lecteurs.

En dépit du fait que j'ai parfois des désaccords avec Avnery – quoique beaucoup moins que dans le passé - j'ai un grand respect pour l'homme, pour le journaliste, pour le militant, pour le commentateur politique, et depuis la banqueroute de « la Paix Maintenant » au cours du « processus d'Oslo, nous avons souvent milité ensemble côte à côte, et j'oserais dire que nous sommes devenus amis. C'est pourquoi je me sens obligé de réagir à sa critique de la campagne BDS.

Laissez moi commencer par une évidence, que je considère comme étant un faux débat. « La haine est mauvaise conseillère », écrit Uri, et je serai le dernier à le contredire. Je sais d'ailleurs aussi qu'il sera d'accord avec moi si j'ajoute que dans notre contexte politique la haine est cependant compréhensible.

« Israël n'est pas l'Afrique du Sud », dit Uri. Bien sûr qu'elle ne l'est pas, et chaque réalité concrète a ses spécificités. Néanmoins, ces deux pays ont quelques similitudes : les deux sont des Etats racistes avec des (espèces différentes de) systèmes d'apartheid (au sens littéral, le sens d'apartheid est « séparation structurelle »). Les deux pays sont établis comme des « Etats européens » dans un environnement national/ethnique composé de non-Européens, qui sont, à juste titre, considérés comme un environnement hostile. Nous devons également admettre – et c'est déjà un point plus important – que dans l'objectif d'obtenir des résultats substantiels dans notre combat, nous avons besoin de construire une dynamique unitaire incluant la résistance nationale palestinienne, les forces israéliennes hostiles à l'occupation, et le mouvement de solidarité internationale. Il y a dix ans, j'avais appelé cela « le triangle gagnant ».

Nous avons en effet beaucoup de choses en commun avec Uri, jusqu'à ce qu'intervienne la question de sa mauvaise appréciation de ses opposants politiques. Dans son article discutant l'article de Neve Gordon dans LA Times, écrit : « Neve Gordon et ses partenaires dans le BDS ont perdu espoir dans les Israéliens ». Si c'était vrai, pourquoi Neve, moi-même et beaucoup d'autres Israéliens militants du BDS consacrent-ils autant de temps à construire, avec Uri Avnery, un mouvement israélien contre la guerre, l'occupation et la colonisation ? La vraie question n'est pas « faut-il changer la société israélienne », mais comment et pourquoi.

L'objectif politique de Uri Avnery, dit-il, est « une paix entre Israéliens et Palestiniens », c'est -à-dire un compromis qui puisse satisfaire la majorité des deux communautés, sur une base symétrique (dans un autre article important, il l'a appelé « Vérité contre Vérité »). Une telle symétrie est le résultat d'une autre pré-supposé d'Avnery : le conflit en Palestine est un conflit entre deux mouvements nationaux d'égale légitimité.

Neve et beaucoup de ceux qui soutiennent la campagne BDS sont en désaccord avec ces deux points de vue : notre objectif n'est pas la paix pour la paix, parce que la paix en elle-même ne signifie rien (pratiquement chaque guerre dans l'histoire moderne a été déclenchée sous le prétexte de réaliser la paix). La paix est toujours le résultat d'un rapport de forces dans lequel un camp ne peut imposer à l'autre tout ce qu'il considère comme ses droits légitimes.

Contrairement à Uri, notre but est l'épanouissement de certaines valeurs, comme les droits fondamentaux individuels et collectifs, la fin de la domination et de l'oppression, la décolonisation, l'égalité, et le plus de justice possible. Dans un tel cadre, nous pouvons manifestement soutenir des « initiatives de paix » qui peuvent réduire le niveau de violence et/ou obtenir un certain niveau de droits. Dans notre stratégie, cependant, ce soutien à des initiatives de paix n'est pas le but en soi, mais seulement le moyen de progresser vers la réalisation des valeurs et des droits mentionnés plus haut.

Cette différence entre « paix » et « justice » est à mettre en relation avec la divergence concernant la deuxième hypothèse d'Uri Avnery : la symétrie entre deux mouvements nationaux et deux aspirations également légitimes. Pour nous, le Sionisme n'est pas un mouvement de libération nationale, mais un mouvement colonialiste, et l'Etat d'Israël est et a toujours été un Etat colonial. La paix, ou, mieux, la justice, ne peuvent être réalisées sans une totale décolonisation (on peut dire dé-sionisation) de l'Etat d'Israël : c'est une précondition pour la réalisation des droits légitimes des Palestiniens – qu'il s'agisse des réfugiés, des résidents de Cisjordanie et de Gaza vivant sous occupation militaire ou des citoyens palestiniens de seconde classe en Israël. Que le résultat final de cette décolonisation soit une solution « à un Etat », la constitution de deux Etats démocratiques (c'est-à-dire pas un « Etat juif »), une fédération, ou tout autre système institutionnel, est secondaire, et devra en définitive être décidé, le cas échéant, dans le combat lui-même et en fonction du niveau de participation des Israéliens.

En ce sens, Uri Avnery a tort quand il établit que nos divergences portent sur « un Etat » ou « deux Etats ». Comme je l'ai expliqué, la divergence est sur les droits, sur la décolonisation, et le principe d'égalité complète. La forme que cela prendra, à mon avis, n'est pas la question, pour autant que nous parlions bien d'une solution dans laquelle les deux peuples vivent en liberté (c'est-à-dire sans relations de type colonial) et dans l'égalité.

Une autre divergence importante avec Uri Avnery concerne la dialectique entre le calendrier du mouvement de libération nationale palestinien et le rôle du soi-disant camp de la paix israélien. S'il est évident que le mouvement national palestinien a besoin du plus grand nombre possible d'alliés Israéliens pour obtenir sa libération aussi vite que possible avec le moins de souffrances possible, on ne peut pas espérer du mouvement palestinien qu'il attende que Uri, Neve et les autres anticolonialistes israéliens aient convaincu la majorité de l'opinion israélienne. Pour deux raisons : premièrement parce que les mouvements populaires nationaux

n'attendent pas pour combattre l'oppression et le colonialisme; et deuxièmement parce que l'Histoire nous a appris que les changements à l'intérieur d'une société coloniale ont toujours été le résultat du combat pour la libération, et non l'inverse: quand le prix de l'occupation devient trop élevé, de plus en plus de gens comprennent que ça ne vaut pas le coup de continuer.

Oui, il y a besoin d'une main tendue pour la coexistence, mais ensemble avec une main de fer pour se battre pour les droits et la liberté. La faillite du processus d'Oslo confirme une vieille leçon de l'Histoire : toute tentative de réconciliation avant la réalisation des droits renforce le maintien de la relation de domination coloniale. Sans un prix à payer, pourquoi les Israéliens voudraient-ils mettre fin à la colonisation, pourquoi risqueraient-ils une crise intérieure profonde ?

C'est pourquoi la campagne BDS est si pertinente : elle offre un cadre international pour agir dans le but d'aider le peuple palestinien à obtenir ses droits légitimes, à la fois au niveau institutionnel (les Etats et les institutions internationales) et au niveau de la société civile. D'un côté elle s'adresse à la communauté internationale, lui demandant de sanctionner un Etat qui viole systématiquement la loi internationale, les conventions de Genève, et les différents accords signés; de l'autre elle appelle la société civile à l'échelle mondiale à agir, aussi bien comme individus que comme mouvements sociaux (syndicats, partis, conseils municipaux, associations, etc) pour boycotter les biens, les personnalités officielles, les institutions, etc. qui représentent l'Etat colonial israélien.

Les deux tâches (boycott et sanctions) seront finalement une pression sur le peuple israélien, les poussant à comprendre que l'occupation et la colonisation ont un prix, que la violation des règles du droit international fera tôt ou tard de l'Etat d'Israël un pays infréquentable, non admis dans la communauté des nations civilisées.

Exactement comme l'Afrique du Sud dans les dernières décennies de l'apartheid. En ce sens, et contrairement à ce que dit Uri, le BDS s'adresse au public israélien, et, dès maintenant, est la seule façon de provoquer un changement dans l'attitude des Israéliens vis-à-vis de l'occupation/colonisation. Si on compare cette campagne BDS à la campagne de boycott anti-apartheid qui a pris 20 ans pour commencer à porter ses fruits, on ne peut qu'être surpris de l'efficacité déjà acquise par la campagne BDS contre Israël, et dont en Israël même nous sommes témoins des premiers effets.

La campagne BDS a été lancée par une large coalition de mouvements politiques et sociaux palestiniens. Aucun Israélien qui affirme soutenir les droits du peuple palestinien ne peut décentement tourner le dos à cette campagne : après avoir affirmé pendant des années que « la lutte armée n'est pas le bon choix », ce serait un comble que les mêmes militants israéliens veuillent disqualifier cette stratégie du BDS. Au contraire, nous devons tous ensemble rejoindre la campagne « Boycott de l'intérieur » (« Boycott from Within ») dans le but d'apporter un soutien israélien à cette initiative palestinienne. C'est le minimum que nous pouvons faire, et c'est le minimum que nous devons faire.

Source: [Alternative Information Center](#)

Traduction: Serge Evou

2-2 Israël maintient son refus du traité de non-prolifération nucléaire.

Israël a rejeté mercredi l'appel lancé par une responsable américaine à adhérer au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), jugeant cet accord "inefficace".

"Ce traité a prouvé son inefficacité, il n'a pas empêché des pays comme l'Inde, le Pakistan et la Corée du nord de se doter de l'arme nucléaire; quant à à l'Iran on peut voir quel est son impact", a affirmé à l'AFP un haut responsable des Affaires étrangères qui a requis l'anonymat.

"Il est inconcevable dans ces conditions que l'on puisse considérer ce traité comme un atout susceptible de modifier quoi que se soit dans la donne nucléaire internationale", a-t-il ajouté.

Rose Gottemoeller, qui représente les Etats-Unis à une session préparatoire d'une conférence mondiale sur le TNP prévue en mai 2010 à New York, a affirmé mardi qu'une "adhésion universelle au TNP - y compris par l'Inde, Israël, le Pakistan et la Corée du Nord - demeure un objectif fondamental des Etats-Unis".

Le TNP compte 189 pays signataires. Israël, qui est considéré comme une puissance atomique, n'en fait pas partie. L'Inde et le Pakistan, qui sont dotés de l'arme atomique, ne l'ont pas signé non plus. Quant à la Corée du Nord, elle a quitté le traité en 2003.

Selon le responsable israélien, les déclarations de Mme Gottemoeller américaine "ne constituent pas pour le moment de changement de la politique de Washington".

L'ex-chef de cabinet de l'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon, Dov Weisglass, a cependant exprimé son inquiétude.

"Si ces propos reflètent un début de changement de la politique américaine sur ce dossier, cela constitue peut-être le développement le plus inquiétant que l'on puisse imaginer pour Israël depuis des années", a-t-il affirmé à la radio militaire.

Pour le quotidien israélien, Yédiot Aharonot, les Etats-Unis "ont largué une bombe. Pour la première fois, un responsable officiel américain a fait explicitement référence à la capacité nucléaire d'Israël".

Le groupe britannique d'informations spécialisées Jane's estime "entre 200 et 300" le nombre de têtes nucléaires détenues par l'Etat hébreu. Suivant une doctrine dite de l'ambiguïté délibérée, Israël n'a jamais confirmé ni démenti cette capacité.

Cette politique de l'ambiguïté remonte aux début des années 1960. Elle est attribuée à celui qui était alors vice-ministre la Défense , Shimon Peres, en accord avec les Etats-Unis et la France.

Le 11 décembre 2006, l'ancien Premier ministre israélien Ehud Olmert avait commis un lapsus en incluant pour la première fois Israël dans une liste de pays disposant de l'arme nucléaire, avant d'y apporter un démenti.

6 mai 2009

(AFP)

2-3 Silvia Cattori - Gaza : Un camp de lente extermination ?

Entretiens avec le Docteur Thabet El Masri.

Silvia Cattori : Entretiens avec le Docteur Thabet El Masri

Thabet El Masri, Directeur de l'Unité de soins intensifs de l'Hôpital Shifa, un hôpital public de la bande de Gaza, répond ici aux questions de Silvia Cattori concernant la récente augmentation du nombre de bébés, nés avec des malformations.

Silvia Cattori : *En juin, vous avez commencé à être préoccupé par une augmentation du nombre de bébés nés avec des malformations. Nous serions très intéressés d'avoir votre évaluation médicale et de connaître le résultat de l'étude que vous avez menée au sujet de ce phénomène inquiétant. Pouvez-vous nous dire quel est le rapport des anomalies congénitales prénatales et postnatales constatées dix mois après les attaques sur Gaza, par comparaison avec la même période en 2008, en termes de nombre de cas concernés ?*

Thabet El Masri : Oui, j'ai suivi le phénomène continu de bébés nés avec une malformation congénitale. J'ai calculé le nombre de bébés nés avec des malformations congénitales en juillet, août et septembre 2009. J'ai comparé ces trois mois avec les mêmes mois en 2008.

Voici les chiffres : En juillet 2009, il y a eu à l'Hôpital Shifa **15** cas de ce genre, contre **10** en 2008 ; en août 2009, il y a eu **20** cas, contre **10** en 2008 ; et en septembre 2009, **15** bébés sont nés malformés, contre **11** en 2008. Le nombre moyen de naissances à l'Hôpital Shifa est d'environ **1'100** par mois.

Silvia Cattori : *Lorsque ce rapport est sorti, il a causé beaucoup d'émotion et d'inquiétude. Beaucoup de gens ont immédiatement attribué l'augmentation des malformations congénitales chez les fœtus avortés et nouveau-nés, à l'utilisation par l'armée israélienne d'obus au phosphore blanc. Est-ce justifié ?*

Thabet El Masri : Nous pouvons soupçonner, mais nous ne pouvons pas confirmer, que c'est l'utilisation d'armes chimiques par Israël qui a causé cette augmentation des malformations congénitales.

Silvia Cattori : *Les bébés atteints de malformations congénitales viennent-ils tous des populations habitants dans les camps de réfugiés particulièrement soumises aux bombardements israéliens ? De quelles zones viennent les mères ?*

Thabet El Masri : Les bébés souffrant de malformations congénitales viennent de partout dans la bande de Gaza. Mais la moitié des femmes qui ont donné naissance à des bébés frappés de malformations proviennent du camp de réfugiés de Jabaliya.

Silvia Cattori : *Que pouvez-vous faire dans la présente situation à Gaza pour rassurer les femmes enceintes qui sont maintenant très inquiètes ?*

Thabet El Masri : En fait, rien. Il n'y a rien que nous puissions faire pour garantir que leurs bébés seront normaux. Comment pourrions-nous empêcher la présence de produits chimiques qui peuvent causer des défauts de naissance ?

Silvia Cattori : *Y a-t-il des embryologistes à Gaza qui sont capables de faire des tests génétiques ?*

Thabet El Masri : Nous ne sommes malheureusement pas équipés pour effectuer des tests génétiques pour voir si les anomalies congénitales sont dues seulement à des facteurs génétiques et non pas aux produits chimiques. Au bout du compte, c'est un problème de génétique, mais les produits chimiques pourraient bien être responsables de ces mutations.

Silvia Cattori : *Qu'en est-il des chercheurs internationaux qui ont pris des échantillons en 2006 pour être testés dans des laboratoires européens ? Y a-t-il déjà eu des résultats ?*

Thabet El Masri : Comment pouvons-nous résoudre ce problème ? Si les facteurs chimiques sont responsables, cela est très difficile à prouver. Comment pouvez-vous prouver que les produits chimiques sont à l'origine de ces mutations ? Comment pouvons-nous être sûrs que les Israéliens ont utilisé des substances interdites ?

Silvia Cattori : *Nous comprenons que, en tant que médecin, vous êtes profondément inquiet et que, dans la situation désespérée actuelle, vous avez besoin d'urgence d'une aide internationale ?*

Thabet El Masri : Oui. Je voudrais suggérer quelque chose qui pourrait nous aider, sans épuiser nos ressources financières limitées dans le domaine de la recherche génétique, laquelle nécessite une énorme quantité d'argent. Pour le dire simplement : il serait extrêmement utile de convaincre les Israéliens de ne pas répéter à nouveau la guerre chimique de l'hiver dernier.

Silvia Cattori : *Quels types de pathologies observez-vous chez les nouveau-nés de cet été ? Pouvez-vous nous donner quelques exemples des défauts de naissance constatés ?*

Thabet El Masri : Vous trouvez des problèmes du système nerveux central, hydrocéphalie, anencéphalie et d'autres malformations comme les cardiopathies congénitales et les obstructions du tube digestif. Les problèmes rénaux sont très fréquents. Les malformations visibles sont rares : les problèmes sont généralement internes. Maintenant, vous voyez quels sont les problèmes auxquels nous devons faire face. Les mères sont sans défense, nous n'avons pas de réponses pour elles. Elles savent que nous sommes tous seuls dans cette situation. Elles ne peuvent que prier. C'est la seule chose qu'il leur reste.

Silvia Cattori : *Vous n'avez pas de contacts à l'extérieur ?*

Thabet El Masri : Nous n'avons absolument aucun contact à l'extérieur. Je vous ai donné un aperçu du problème principal. Comme je l'ai dit, il y a une probabilité que les produits chimiques pourraient être une des causes de la tendance à la hausse des défauts de naissance, parce que ceux-ci ont augmenté depuis l'assaut de décembre et janvier. Toutefois, cette conclusion est impossible à prouver.

Silvia Cattori : *Nous vous remercions.*

Silvia Cattori

Cet entretien a eu lieu le 12 octobre 2009.

Texte original en anglais : <http://www.silviacattori.net/article987.html>

Traduit de l'anglais par JPH

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=15697>

www.Mondialisation.ca

2-4 Peter Eyre : Le rapt des réserves naturelles de Gaza par Israël. ()

Usant de la violence que lui permet sa suprématie militaire, Israël souhaite non seulement exploiter ses propres réserves en gaz naturel, mais aussi celles qui appartiennent aux Palestiniens, écrit Peter Eyre.

La partie orientale de la Méditerranée abonde en gaz naturel, avec de très bonnes chances de trouver du pétrole plus profondément. Dans bien des parties du monde nous trouvons suffisamment de réserves pour que tous le partagent et en profitent.

Pour quelque étrange raison, Israël ne suit pas ce principe et souhaite en fait prendre non seulement ses propres réserves mais aussi celles qui appartiennent aux Palestiniens.

Tout d'abord examinons encore une fois les ressources naturelles offshore et voyons comment Israël aurait ou a déjà la capacité de priver les Palestiniens de ses propres ressources vitales. Ensuite nous nous pencherons sur les possibilités terrestres en Cisjordanie et nous montrerons que certaines des zones prises par Israël ou sous son contrôle pourraient bien recéler des découvertes intéressantes.

Comme je l'ai souligné auparavant, le champ de gaz naturel Mari B d'Israël se trouve sur la frontière avec Gaza et enveloppé d'un halo de secret. La zone autour de la plate-forme est totalement hors des limites que l'on attendrait normalement, mais y a-t-il plus que le champ gazier et pourrait-il s'étendre dans les eaux de Gaza ? Si c'était le cas, c'est une grande injustice qui aurait lieu, privant les Palestiniens d'une ressource partagée et de toute l'incroyable richesse qui va de pair.

Carte de la Cisjordanie

La plate-forme Mari B est opérationnelle depuis décembre 2003 et a produit quelque 100 millions de pieds au cube (mmscf/jour). Ensuite en 2004 la production a augmenté jusqu'à 170 mmscf. Les installations de Mari B étaient censées produire jusqu'à 600 mmscf. La compagnie estime que le total des réserves récupérables du champ Mari B dépassera le trillion de pieds au cube de gaz naturel. Nobel Energy a également une découverte non développée, Noa, qu'on estime contenir plus de 200 milliards de Bcf de gaz naturel. Noa devrait être exploité ultérieurement via une liaison à la plateforme Mari B.

Réexaminons la question et demandons-nous si le champ gazier Mari B s'étend par-delà la frontière et si oui, Israël est coupable de vol d'une ressource commune. Le champ gazier Noa (qui se trouve plus à l'ouest de Mari B) doit être mis en service dans un futur proche. En fait ce champ en comprend deux : Noa et Noa sud. Je crains qu'ils ne s'étendent probablement dans la zone marine de Gaza et qu'ils sont donc une ressource partagée.

Enfin, nous avons la réserve propre de Gaza, Marine et Marine 2, qui se trouvent intégralement sur son territoire. Je pose encore la question : les Palestiniens le savent-ils et si oui, que fait-on pour investiguer et stopper cette exploitation par le gouvernement israélien ?

Il est absolument scandaleux que le monde se contente de regarder sans rien dire tandis que le peuple de Gaza vit dans le dénuement complet. Où sont les Nations Unies et où est notre conscience ?

Il est également important de noter que les Accords d'Oslo (manipulés par Israël) montrent une zone tampon des deux côtés de cette zone, réduisant ainsi la Zone marine de Gaza et le privant de ses droits territoriaux légaux. En fait, la plate-forme gazière israélienne (Mari B) se trouve à peine à un mile nautique de cette frontière, ce qui peut indiquer que quelque chose de sinistre se trame ici. Normalement les plate-formes gazières se trouvent bien au-dedans des limites de leurs réserves respectives, ce qui, une fois encore, pourrait indiquer que ce champ s'étend au-delà de la frontière israélienne.

Regardons à présent la scène pétrolière et gazière sur la terre ferme. Dans un de mes précédents articles j'ai parlé d'un champ pétrolier onshore qui se trouve très près du coin nord-est de Gaza. Cette réserve est appelée le champ Heletz et il a produit du pétrole brut pendant de nombreuses années. Certains puits ont été forés dans la bande de Gaza puis abandonnés pendant longtemps. Je supposerais qu'avec les réserves offshore dans la Zone marine de Gaza et le pétrole brut se trouvant près de Gaza onshore, cette zone pourrait révéler des découvertes excitantes. Il est aussi intéressant de noter que de telles zones productives comme Heletz ont appartenu un jour aux Palestiniens.

A Gaza nous avons des indications claires que le gaz et le pétrole existent. Les principales zones d'intérêt ont été déclarées zones militaires israéliennes restreintes et sont donc hors limites pour les Palestiniens. L'ironie est que la Cisjordanie est une zone classée territoire palestinien alors qu'à peine un tiers en est disponible pour leur usage. Historiquement les bords de la Mer Morte recélaient du bitume [bitume de Judée] ce qui indique clairement que la géologie du sous-sol a quelque chose à offrir.

Plus récemment du pétrole a été découvert sur les côtes occidentales de la Mer Morte qui est contrôlée par les Israéliens. Les réserves ont été trouvées dans le nord, le centre et le sud de la côte, ce qui les place clairement en territoire palestinien cisjordanien. Vu la géologie de la région, je dirais que du pétrole/gaz doit aussi exister le long de la vallée en rift séparant la Cisjordanie de la Jordanie. Des recherches ont lieu également de l'autre côté de la frontière avec la Jordanie.

Quelles sont les perspectives pour les Palestiniens ? Verront-ils jamais la justice et auront-ils l'occasion d'explorer et de récupérer leurs propres ressources naturelles ? Je dois dire qu'Israël fait exactement ce qu'il veut, quand il le veut et que les Nations Unies continuent de ne pas être efficaces. De même les Etats-Unis ne prennent pas position et ne disent rien, pour une très bonne raison : la plupart des programmes d'exploration pétrole/gaz sont des partenariats avec des compagnies états-uniennes et une telle interférence serait contre-productive.

Il faut aussi se rappeler que la zone de la Mer Morte apporte d'autres ressources naturelles qu'Israël commercialise depuis de nombreuses années. La région a été un producteur mondial de fertilisants, certains basés sur les minéraux extraits de la Mer Morte. Les eaux d'évaporation de la Mer Morte laissent un réseau unique de sels, chlorure de magnésium et de sodium, potassium, calcium, brome, etc. L'autre facette unique d'un tel environnement est celle de la santé et des produits cosmétiques. Comme nous l'avons dit, les Palestiniens sont totalement privés de leurs propres ressources et la commercialisation de ces ressources est volée par des entreprises israéliennes.

Si on regarde le potentiel touristique accessible aux Palestiniens, nous voyons que si la communauté internationale était ferme et intransigeante pour que la Cisjordanie retourne au peuple de Palestine, nous pourrions voir un immense changement dans la prospérité de la Cisjordanie et de Gaza. Ce n'est que quand chacun des Israéliens aura quitté la région que la stabilité reviendra.

Peter Eyre

6 octobre 2009 -

* Peter Eyre **est** conseiller pour le Moyen-Orient

Sur le même thème :

[La guerre et le gaz naturel : l'invasion israélienne et les gisements de Gaza en mer - 15-01-09](#)

[Convoitises autour du gaz naturel palestinien - 22 août 2007](#)

[Gaza, des ressources pétrolières en mal d'exploitation - 22 juin 2007](#)

[The Palestine Telegraph - Vous pouvez consulter cet article ici :](#)

<http://www.paltelegraph.com/opinion...>

Traduction de l'anglais : Marie Meert

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7474

2-5 Ashkenazi, accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité & Boss de l'Armée Israélienne...

débarque en Clandestin en Normandie.

Sarkozy protège le chef d'état major de l'armée israélienne, Gabi Askenazi , accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis à Gaza selon le rapport Goldstone, en acceptant qu'il viennent s'entretenir sur le territoire français avec ses homologues américain et français. Qu'avaient-ils donc de si urgent à discuter et pourquoi en France, que complotent-ils ?

Le chef d'état major de l'armée israélienne, Gabi Askenazi, accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité selon les conclusions du rapport Goldstone présenté récemment au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, peut faire l'objet d'un mandat d'arrêt international y compris sur le territoire français. Il a fait une visite éclair secrète en France dimanche pour rencontrer son homologue américain, l'Amiral Michael Mullen, chef d'état major de toutes les forces armées US, ainsi que le Général Jean-Louis Georgelin, chef d'état major de l'armée française. Il est bien évident que Sarkozy a été mis au courant de cette visite clandestine, et a protégé ce criminel de guerre.

Askenazi a quitté Israël tôt dimanche matin et s'est envolé pour la Normandie où il a rencontré l'amiral Mullen. Mullen et Askenazi ont développé depuis 2007 une relation très proche après la nomination d'Askenazi au poste de chef d'état major des forces armées israéliennes et la presse israélienne rapporte qu'ils se téléphonent au moins une fois par semaine.

Sa visite a eu lieu clandestinement car les hauts gradés de l'armée israélienne dont Askenazi ont été mis en garde sur le fait qu'ils pourraient être arrêtés en Europe pour leur implication dans l'attaque contre la Bande de Gaza, l'« Opération Plomb Durci » fin décembre 2008 début Janvier 2009 au cours de laquelle selon le rapport Goldstone l'armée israélienne a commis des crimes de guerre et crimes contre l'humanité à l'encontre de la population palestinienne. La semaine dernière déjà, le ministre de la défense israélien, Ehud Barak , a été sérieusement inquiété lors d'une visite à Londres, un groupe de défense des droits des Palestiniens ayant déposé une demande auprès du tribunal pour qu'il émette un mandat d'arrêt à l'encontre de Barak. Celui-ci a bénéficié de l'immunité juridique que lui confère sa fonction ministérielle.

Selon le Jpost du 04/10/09 qui relate cette visite, en Normandie Askenazi s'est entretenu avec Mullen sur l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et l'exercice de défense conjoint US Israël prévu dans la deuxième quinzaine d'octobre pour tester le système de défense anti missile Jupiter Cobra 05. Cet exercice conjoint impliquera également le système israélien de défense anti missile Arrow, de même que trois autres systèmes américains – le THAAD, l'Aegis, et le PAC3 qui seront tous déployées en Israël pendant cet exercice.

Dimanche soir, Askenazi a rencontré à Paris le chargé d'affaire militaire de l'ambassade d'Israël, de même que le Général Georgelin avec qui il a discuté de la coopération militaire de la France avec Israël et plus particulièrement de la situation au Liban ou la France est l'un des principaux pays contributeurs aux forces de maintien de la paix de l'UNIFIL, déployées au Sud Liban. Askenazi et Georgelin ont également discuté de l'Iran et des récents développements politiques concernant le nucléaire iranien. Le mois dernier, Georgelin avait déclaré qu'une intervention militaire - ce à quoi se prépare l'armée israélienne depuis des mois - n'était pas une option viable pour empêcher l'Iran de développer son programme nucléaire, qu'une attaque militaire était trop risquée, qu'il n'y avait aucune garantie qu'une seule attaque résoudrait le problème du nucléaire iranien et que, selon ses propres paroles, « *si vous échouez lors d'une attaque alors c'est la catastrophe* ».

Askenazi n'est pas venu clandestinement en France juste pour discuter séparément avec Mullen et Georgelin de ce qui a été relaté dans la presse israélienne. Les efforts diplomatiques déployés vis-à-vis de l'Iran et qui rencontrent un certain succès jusqu'à présent ne sont pas du goût de Tel Aviv.

L'exercice bi annuel conjoint US Israël prévu pour la fin du mois en Israël va se dérouler dans une situation régionale plutôt tendue, avec notamment au Liban un gouvernement qui tarde à se mettre en place, la résistance libanaise du Hezbollah sur le qui vive car l'armée israélienne n'a pas renoncé à se venger de sa défaite de l'été 2006. Le flottement politique qui règne actuellement au Liban pourrait inciter Israël à initier un incident frontalier pouvant vite dégénérer en guerre comme on l'a vu pendant l'été 2006. L'adversaire à abattre c'est le Hezbollah, et la France via l'UNIFIL pourrait servir à « neutraliser » l'armée libanaise qui coopère pleinement avec celle-ci au Sud Liban. Une nouvelle attaque contre le Hamas à Gaza n'est pas non plus exclue, sous le prétexte d'un tir de roquette ou pour « libérer » le soldat Shalit capturé et emprisonné depuis 3 ans, alors même que Mahmoud Abbas Président de l'Autorité Palestinienne vient de faire repousser le vote sur l'adoption du rapport Goldstone au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU pour une saisine de la CPI au début de l'année prochaine. Ce vote aurait complètement paralysé Israël. En effet, difficile de livrer bataille sur plusieurs fronts, politique, militaire et diplomatique. Abbas, que certains accusent d'avoir donné son feu vert à l'opération israélienne "Plomb Durci" contre la population palestinienne de Gaza, n'a pas abandonné l'idée d'un écrasement du Hamas par Israël et d'une reprise en main de la Bande de Gaza surtout si des élections législatives dans les territoires occupés doivent avoir lieu en 2010.

Cet exercice militaire conjoint va impliquer quelques 1000 soldats des forces armées américaines des 4 branches de l'armée stationnés en Europe qui se déploieront aux côtés d'un nombre égal de soldats israéliens pour s'entraîner au fonctionnement du système anti missile Jupiter Cobra 05. Ils participeront tous à des jeux de guerre simulés sur ordinateurs pour vérifier que les deux pays peuvent coordonner leurs actions militaires en cas de nécessité.

Le déploiement de tous ces systèmes anti missiles pour l'exercice bi annuel conjoint US Israël prévu, pourrait, si maintenu sur place et en cas d'attaques israéliennes simultanées sur le Liban - avec un possible débordement en Syrie impliquant automatiquement l'Iran car la Syrie et l'Iran ont signé un pacte d'entraide militaire - et sur Gaza, servir à couvrir le territoire israélien contre les représailles du Hezbollah, du Hamas et éventuellement de la Syrie aidée par l'Iran. L'insistance d'Israël à empêcher la livraison par la Russie de son système de défense missile anti missile S300 au Moyen Orient (Iran, Syrie) vise à empêcher les pays dans le collimateur des avions de combat israéliens à assurer une protection adéquate de leur territoire.

Israël, que le Directeur Général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei a qualifié de plus grande menace au Moyen Orient, est décidé à maintenir le règne de la terreur aérienne dans cette région.

Actualisation 06/10/09

Comme mentionné ci dessus, certains équipements américains de défense anti missile vont rester en Israël. Selon un article du Jpost d'aujourd'hui, les Américains et Israéliens discutent en ce moment de la possibilité de laisser sur place plusieurs PACS 3 (système Patriot 3 de défense contre des missiles haute altitude). "*Il y a des discussions sur cette possibilité et les Américains décideront probablement de laisser plusieurs systèmes PAC3 derrière après les exercices*" a dit un officier israélien.

Avant la 1ere Guerre du Golfe contre l'Irak, l'Administration de Bush père avait fait installer des batteries de Patriot en Israël pour défendre le régime sioniste contre toute attaque de Saddam Hussein. L'Administration de Bush fils avant la fin de son mandat a fait cadeau à Israël d'un système radar X Band de détection de missiles à des milliers de kilomètres de distance alertant 5 à 10 mn à l'avance avant toute attaque de missiles. En ligne de mire : les missiles iraniens.

http://www.planetenonviolence.org/Ashkenazi,-Le-Boss-De-L-Armee-Israelienne,-Debarque-En-Clandestin-En-Normandie_a2026.html

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4637>

2-6 Dr. Ibrahim Hamami : Criez : cela leur est égal, tout à fait !

Criez, condamnez, indignez-vous, soyez scandalisés, manifestez, écrivez, protestez, faites ce que vous voulez. Cela ne sert à rien ; cela leur est égal, à ces mauvais leaders qui jouent à découvert.

Ces derniers jours étaient pleins de scandales, des scandales qui pourraient faire tomber non seulement une autorité fictive (qu'est cette autorité palestinienne de Ramallah), mais aussi de vrais gouvernements, et même carrément des pays tout entiers.

En effet, ce qui s'est passé ces derniers jours est exceptionnel.

L'Histoire n'a jamais connu de telle trahison, au nom du nationalisme, au nom de l'intérêt supérieur d'un peuple, au nom du réalisme.

L'Histoire n'a jamais connu de tel terrorisme, de tel enlèvement, de tel acharnement, de telle mauvaise conduite, commis au nom de la légalité !

Allons voir quelques-uns de ces événements.

Le 22 septembre 2009, Liebermann, se trouvant aux côtés de Netanyahu et devant un certain nombre de journalistes, déclare qu'il venait de demander à Abbas de retirer sa demande présentée contre Israël devant le tribunal international de La Haye l'accusant d'avoir commis des crimes de guerre contre des habitants de la bande de Gaza. « J'ai dit, ajoute-t-il, aux membres de la délégation représentant l'autorité palestinienne, que c'était elle qui pratiquait des pressions sur Israël pour qu'elle aille jusqu'au bout dans sa guerre contre Gaza dans le cadre de l'opération Plomb durci ».

Le 2 octobre 2009, l'ambassadeur de l'autorité d'Abbas auprès des Nations Unies dit que son autorité essaie de retirer le projet de loi condamnant Israël pour ses crimes perpétrés durant sa dernière guerre menée contre Gaza. Le 30 juin 2009, le ministre des affaires de la ville d'Al-Quds de l'autorité démissionne, accusant son gouvernement de ne dépenser pour la ville que 1% de son budget. Cependant, Israël dépense 20% pour la seule affaire de la colonisation dans la même ville !

Notons qu'au moment où cette autorité ne tend la perche à la ville sinistrée, elle dépense sans compter les biens du peuple palestinien dans une affaire louche et personnelle. Elle soutient Dahlan contre la chaîne satellitaire Al-Jazeera, au moment où elle se plaint d'un budget en péril.

Le 27 septembre 2009, des colons sionistes envahissent la sainte mosquée d'Al-Aqsa, sans que l'autorité palestinienne de Ramallah ne bouge un doigt.

Par contre, cette autorité essaie de rendre sans importance la transaction grâce à laquelle une vingtaine de captives palestiniennes ont été libérées. Les positions bizarres se comptent à la pelle.

Ainsi, tout dialogue sera inutile avec ces gens-là ; c'est une perte de temps.

Ce ne sont que des représentants des occupants israéliens. Toute parole perdra tout son sens avec de tels corrompus qui ne s'intéressent ni de près ni de loin aux intérêts de leur peuple.

Maintenant, il faut que nous sachions qu'on ne doit pas rester inerte au nom de la neutralité. La neutralité ne joue qu'en la faveur de l'opresseur, au détriment de l'opprimé.

L'unité, le travail et la pression populaire sont primordiaux. Sans cela, nous resterons comme nous sommes. Que l'œil des lâches ne dorme jamais.

Dr. Ibrahim Hamami :

Article publié par Pholestin al-an, Palestine aujourd'hui.

Traduit et résumé par le département français du CPI

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7PGuVFiEfHhipyQ2U00JPeVKjCwr%2buKJtHKp%2bgO17NyK52COdxXCioYSGa0N%2f9aOzOlluZz%2b1OCF8XZOWIOTgmKOMDCzNVyglARyisR6hGU%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7PGuVFiEfHhipyQ2U00JPeVKjCwr%2buKJtHKp%2bgO17NyK52COdxXCioYSGa0N%2f9aOzOlluZz%2b1OCF8XZOWIOTgmKOMDCzNVyglARyisR6hGU%3d)

2-7 Chérif Boudelal : Les criminels protégés et les victimes pénalisées !

L'hypocrisie et l'infamie font bon ménage dans un monde muselé !

La Commission des droits de l'homme des Nations unies a fait voter le projet Goldstone le 16 octobre 2009. Les résultats sont: La Belgique, la Norvège, la France et le Royaume-Uni se sont abstenus.

La Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Slovaquie et l'Ukraine, comme les Etats-Unis, ont voté contre. C'est une belle démonstration de la « démocratie, de la morale et de la défense des droits humains », n'est-ce pas ? « Parmi les pays qui ont voté en faveur du projet, on trouve des démocraties comme le Bangladesh, la Bolivie, Cuba, Djibouti, l'Égypte, l'Indonésie, la Jordanie, le Nigeria, le Pakistan et l'Arabie Saoudite », commente l'auteur de l'article sur Juif.org !

Si l'on compare ces pays de « démocraties », comme le rappelle ironiquement le commentateur, aux « supères démocrates » que ce même auteur vante, ceux qui se sont rangés du côté de cet Etat de l'apartheid, on peut facilement avoir une idée à quelles valeurs appartiennent ces donneurs de leçons de la démocratie dite occidentale. Qu'ils aient voté contre ou se sont abstenus, leur complicité est la même pour les observateurs et analystes politiques honnêtes.

On joue sur les mots et on pratique l'infamie en parlant de la démocratie et des droits de l'Homme au nom des peuples ! L'infamie des régimes ne réside pas seulement dans les apparences de leurs institutions, mais aussi dans les pratiques réelles des pouvoirs et/ou de l'hypocrisie que ces derniers emploient pour fuir leurs responsabilités. Ceux qui ont voté contre le rapport Goldstone ou se sont abstenus ont montré leur hypocrisie dans la pratique ; bien que leurs institutions les taxent de « bons démocrates » et de « défenseurs des droits de l'Homme, leurs pratiques les ont démasqués et montré leur vrai visage à leurs peuples et à ceux du monde entier.

Comment auraient-ils réagi ces chantres de la « démocratie à sens unique, défenseurs des droits de l'Homme » occidentaux si le sujet concernait un autre régime que celui d'Israël, et que l'auteur de cet article n'était pas sioniste ? Nous imaginons qu'ils se seraient joints aux médias, aux intellectuels et dirigeants politiques pour dénoncer les criminels comme un seul homme et l'infamie de l'auteur de cet article ! Mais comme le sujet concerne Israël et ses défenseurs, ces donneurs de leçons restent muets, aussi comme un seul homme.

L'hypocrisie et l'infamie font bon ménage dans un monde muselé, qui se veut libre en étant enchaîné !

Ils ont soutenu Israël, ces pays du tiers-monde !

« Il est intéressant de noter que plusieurs pays africains ont soutenu Israël : l'Angola, le Burkina Faso, le Cameroun, le Gabon et Madagascar. », ajoute le « philosémite » ! Si les dirigeants qui ont libérés l'Angola et le Burkina Faso du joug de l'impérialisme et de leurs valets locaux, respectivement Amilcar Cabral et Thomas Sankara, pouvaient savoir que les dirigeants actuels de leurs pays ont vendu leurs voix pour une poignée de dollars, ils se retourneraient mille fois dans leurs tombes ! Quant aux autres dirigeants des autres pays africains qui ont voté contre le rapport, inutile d'en parler car ils ont toujours été des caniches de l'impérialisme. Nous connaissons déjà un précédent survenu lors du vote de la résolution 181 en 1947, et a permis la « légitimité » l'occupation de la Palestine par l'entité sioniste : on a acheté les voix de quelques Etats du tiers-monde pour faire pencher la balance sur le partage de la Palestine !

Et là, on retrouve la célèbre expression qu'Etienne de La Boétie (XVI^e siècle) a donné comme titre à son ouvrage : « La servitude volontaire » - titre repris par Jean Baumgarten dans son ouvrage « La servitude volontaire, hier et aujourd'hui » (2009). Une expression qui va très bien à ces saltimbanques de dirigeants africains de la honte, mais aussi à beaucoup d'autres de leurs semblables dans le tiers-monde. Ils ont offert toutes les richesses de leurs pays aux grandes puissances qui les tiennent en laisse comme des chiens, et ce au détriment de leurs peuples qui baignent dans la misère.

Le juge Goldstone, « le juif anti soi » !

Quelques remarques sur le commentaire cynique publié sur le Blog de Richard Landes « Philosémitisme », concernant le rapport Goldstone, et paru sur le site « Juif.org » qu'il convient d'appeler plutôt « philosioniste ». On y peut lire ceci : « Ce site est dédié aux millions d'Européens qui, malgré d'incessantes campagnes de désinformation, ne croient pas que les Juifs ne sont capables que du pire; ne dissimulent pas leur antisémitisme dans le langage de l'antisionisme; et savent qu'Israël représente ce qu'il y a de meilleur dans une démocratie. » Là l'auteur parle des juifs qui ne sont pas capable que du pire et non d'Israël ; il parle d'Israël qui « représente ce qu'il y a de meilleur dans une démocratie » et de ceux qui « ne dissimilent pas leur antisémitisme » - pour dire à ceux qui dénoncent la politique d'Israël : « vous êtes des antisémites » déclarés. Quel cynisme de cet auteur qui considère et les Juifs et les Européens comme des moutons qu'on amène à l'abattoir « avec douceur » !

Richard Landes a créé son site spécialement pour ce rapport afin de montrer son amour à Israël qui a commis des actes barbares, et en commet encore contre les Palestiniens, alors que, en tant que professeur est censé enseigner la fraternité entre les êtres humains à ses étudiants !

Quelle escroquerie « philosémite » par laquelle le sionisme narcissique veut montrer les crimes d'Israël comme des crimes « les plus moraux » que l'humanité n'ait jamais connus auparavant !

C'est de cette façon que le sionisme veut enfermer tous les Juifs du monde dans son communautarisme basé sur « la solidarité mécanique » au sens de Durkheim, tout en faisant l'apologie du crime ! Certes, l'immoralité de ce professeur et de ses admirateurs peut faire éclater de joie certains juifs atteints de narcissisme et inconscients du danger de l'idéologie sioniste.

Mais elle révolte sûrement la majorité de Juifs qui ne supportent pas ou plus l'injustice et voient leurs noms associés aux crimes qu'ils n'ont pas commis ; comme elle révolte sûrement des centaines de millions d'autres êtres humains à travers le monde qui voient la barbarie revenir en grande pompe dans ce monde du XXI^e siècle. Cette campagne du sionisme qui cache mal sa haine contre Goldstone (le juif « anti soi ! ») qui, en tant qu'homme de loi a mené une enquête pour déterminer les crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'Israël a commis lors de son agression barbare contre les populations de Gaza en décembre 2008 et janvier 2009, dont les stigmates restent gravés dans la mémoire de l'humanité. Le sionisme qui veut préparer psychologiquement tous les Juifs du monde à soutenir la machine de guerre infernale que mène Israël contre les Palestiniens, voit en Goldstone, en tant que juif « qui a osé se démarquer de sa ligne politique » un acte inadmissible. Voire, il voit en lui un traître à son communautarisme mécanique au sein duquel tout membre doit d'abord être au service d'Israël en assumant ses crimes, avant même de servir les intérêts de son propre pays.

Qui se ressemble s'assemble : le colonel Richard Kemp, ex commandant britannique en Afghanistan, est venu au secours d'Israël et de ces « défenseurs des droits de l'Homme ». Il a affirmé que « Tsahal a plus fait pour protéger les civils durant l'opération plomb durci qu'aucune autres armée dans l'histoire militaire » ! Évidemment, les assassins des peuples se reconnaissent et se soutiennent mutuellement. Ce n'est pas par hasard que le trio : USA, GB et Israël se soutiennent dans toutes les circonstances. Et ce n'est pas par hasard qu'ils se ressemblent et s'assemblent. En effet, ces trois Etats se sont érigés sur les terres et les corps des peuples autochtones des pays qu'ils ont occupés. Où va ce monde que de telles infamies ne révolte pas, ou pas assez ?

Le rapport Goldstone est-il impartial ?

A l'instar d'Israël, le Hamas est accusé d'avoir commis des crimes de guerre ! Quand on sait quelle est la force de frappe d'Israël et quelle est la capacité des armes que possède la Résistance palestinienne, on comprend aisément que ce rapport est délibérément déséquilibré. Et quand on sait le nombre de morts et de blessés de part et d'autre (1500 de morts et près de 6000 blessés côté palestinien - sans parler de la destruction de dizaines de milliers de maisons et d'infrastructures, et seulement 13 morts et quelques blessés côté israélien), on est en droit de soupçonner la partialité de du juge Goldstone.

Pour être encore plus précis, nous considérons que le fait de mettre les victimes et leur bourreaux sur le même plan, est plutôt une manœuvre de la part de Goldstone pour innocenter Israël ou amoindrir sa part de responsabilité dans les crimes qu'il a commis contre les populations de Gaza. Cependant, le fait de traîner Israël et ses ressortissants criminels devant le tribunal international est une première que chaque défenseur des droits de l'Homme devrait s'en réjouir et encourager. Quant au HAMAS, il n'a pas de quoi avoir peur de comparaître

devant ce tribunal. Il aura l'occasion de démontrer au monde son innocence et prouver sa légitimité en tant que mouvement de Résistance qui lutte contre l'occupation de son pays conformément au droit international. Ceci dit, nous estimons que ce rapport est positif dans la mesure où il sera le prélude à des poursuites, encore plus nombreuses, et rien ne sera plus comme avant.

L'Etat d'Israël comme ses ressortissants qui ont commis des crimes seront désormais condamnables comme tous les autres criminels de la planète terrestre.

Chérif BOUDELAL :

19 octobre 2009

<http://www.fischer02003.over-blog.com/article-goldstone-de-pretoria-a-gaza-37940891.html>

2-8 Omar Barghouti : 8H contre Agrexco Montpellier.

Stopper Agrexco

Faire respecter les Droits Humains et la loi internationale.

Après la guerre israélienne illégale contre les 1,5 millions de Palestiniens dans la bande de Gaza occupée, avec tous ses crimes de guerre et ses actes criminels de génocide, la campagne de la société civile palestinienne pour le boycott, les désinvestissements et les sanctions contre Israël, BDS, s'est étendue spectaculairement et régulièrement dans le monde entier, de Montpellier à Johannesburg, de Stockholm à Londres, de Ramallah à Toronto et New York, d'Oslo à Rio de Janeiro, du Caire à Kuala Lumpur.

Pour la première fois depuis des décennies, nous sentons que l'impunité d'Israël va lentement vers sa fin et que le peuple originel de Palestine pourra finalement obtenir la justice et l'égalité sous la loi internationale.

Mais que peuvent faire les mouvements de solidarité après le retrait honteux par l'Autorité Palestinienne lors du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, du soutien pour le rapport de la commission d'enquête Goldstone de l'ONU sur les crimes de guerres israéliens ? Le représentant français au Conseil a répété le mantra : « Nous ne pouvons pas être plus Palestiniens que les Palestiniens ». A lui et au gouvernement français, je dis : ne tentez même pas de masquer votre complicité criminelle dans les violations israéliennes du droit international en vous cachant cyniquement et immoralement derrière la position malavisée et complètement impopulaire d'une autorité que vous, l'Union Européenne, Israël et les Etats-Unis nous avez imposée, sans mandat démocratique ni comptes à rendre !

Si vous voulez vraiment savoir ce que « LES Palestiniens » veulent, lisez toutes les déclarations faites par les partis politiques palestiniens, les associations des droits de l'homme et les autres coalitions de la société civile ; elles ont toutes exprimé un ferme soutien au rapport Goldstone et demandé l'adoption immédiate du rapport et de ses recommandations par l'ONU. Amnesty International et Human Rights Watch l'ont aussi fait. Cette position est aussi adoptée unanimement par le comité national palestinien du BDS, le BNC, la plus grande coalition de partis palestiniens, d'ONG, de syndicats et d'autres composantes de la société civile, représentant les Palestiniens des territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem Est, les Palestiniens à l'intérieur d'Israël et, avant tout, les réfugiés Palestiniens, qui forment la majorité absolue du peuple de Palestine. Le BNC appelle toutes les personnes de conscience autour du monde à intensifier le BDS comme réponse la plus efficace au dernier échec de l'ONU et de la soi-disant communauté internationale à défendre la loi internationale et à tenir Israël pour responsable de ses crimes de guerre et de la violation continue des droits humains.

Là où les gouvernements ont échoué à protéger les droits palestiniens, il y a un impératif moral à l'action des citoyens. Comme pendant la lutte mondiale contre l'Apartheid en Afrique du Sud, des campagnes imaginatives, graduelles et tenant compte du contexte constituent le meilleur espoir pour la fin de l'occupation et de l'oppression israéliennes.

Très récemment, le Trade Union Congress britannique, le TUC, qui représente 6,5 millions de travailleurs, a adopté une forme sélective de BDS. Quelques semaines auparavant, des centaines de personnalités culturelles, comprenant John Berger, Danny Glover, Noam Chomsky et Naomi Klein, ont publié une déclaration protestant contre l'hommage spécial à Tel-Aviv du festival international du film de Toronto, disant que « l'utilisation d'un festival international d'une telle importance pour mettre en scène une campagne de propagande de la part d'un ... régime d'apartheid » était un acte de complicité critiquable.

Dans le même temps, le ministre des finances Norvégien annonçait que le fonds de pension souverain de son pays, le troisième au monde, avait décidé de désinvestir d'une compagnie d'armement israélienne impliquée dans la fourniture d'équipements pour le mur israélien construit sur les terres palestiniennes occupées. La décision était en conformité avec l'opinion consultative de la Cour Internationale de Justice de La Haye en 2004, qui a décidé que le mur israélien et les colonies contreviennent à la loi internationale.

La dernière guerre d'agression israélienne contre la Bande de Gaza occupée et ces deux années de siège illégal et immoral de la Bande ont stimulé une véritable transformation de l'opinion publique mondiale contre la politique israélienne. Les images à retourner le cœur, diffusées dans le monde entier, des bombes israéliennes au phosphore blanc déversées sur des quartiers palestiniens très peuplés et brûlant des enfants réfugiés aux abris de l'ONU ont déclenché dans le monde entier des initiatives de boycott et de désinvestissement dans les domaines économiques, universitaires, sportifs et culturels. L'ancien président de l'assemblée générale de l'ONU, le père Miguel D'Escoto Brockman, l'archevêque Desmond Tutu, des artistes éminents, des écrivains, universitaires et réalisateurs, des groupes juifs progressistes, de grands syndicats et fédérations du travail, des organisations affiliées à des églises et des groupes étudiants ont tous soutenu, à des degrés divers, la logique des sanctions, convaincant beaucoup de gens que notre temps sud-africain est enfin arrivé.

La campagne de BDS à direction palestinienne, lancée en juillet 2005, est avalisée par une majorité écrasante d'organisations palestiniennes de partout. Elle est ce que nous avons de plus proche d'un consensus palestinien. Enracinée dans une longue tradition de résistance populaire non-violente en Palestine, et largement inspirée par la lutte anti-Apartheid en Afrique du sud, elle adopte une approche fondée sur les droits qui est ancrée sur les droits humains universels que toutes les personnes de conscience ont défendus depuis la révolution française. Elle rejette résolument toute forme de racisme, y compris l'antisémitisme et l'islamophobie.

L'appel du BDS définit sans ambiguïté les trois droits palestiniens fondamentaux qui constituent les exigences minimales pour une paix juste et par lesquels les Palestiniens peuvent exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination :

(1) La fin de l'occupation militaire de 1967 de toutes les terres arabes, comprenant Gaza, la Cisjordanie y compris Jérusalem Est, ainsi qu'au Liban et en Syrie ;

(2) Les droits des réfugiés, ratifiés par l'ONU, en particulier leur droit au retour chez eux et à des réparations ; et

(3) La fin du système de discrimination raciale contre les citoyens Palestiniens d'Israël, décrit par un nombre croissant d'experts comme un « régime d'apartheid ».

Le BNC a publié cette année une analyse approfondie du système israélien d'oppression contre les Palestiniens, concluant qu'Israël pratique l'occupation, la colonisation et l'apartheid. Une étude récente commissionnée par le gouvernement sud-africain et dirigée par le professeur John Dugard, expert en droit international de premier plan, est arrivée à la même conclusion, malgré qu'elle se soit limitée au territoire de 1967.

Qualifier Israël d'État d'apartheid n'implique pas que son système de discrimination est identique à l'apartheid sud-africain. Il établit seulement que les lois israéliennes et la politique contre les Palestiniens, que même un rapport de 2008 du Département d'État US a qualifié de système de « discrimination institutionnelle, législative et sociétale », correspondent largement à la définition de l'apartheid faite par l'ONU en 1976.

Malgré ce qui précède, submergés par une culpabilité compréhensible concernant le génocide des Juifs, incapables ou ne voulant pas reconnaître la différence fondamentale entre une opposition aux violations israéliennes de la loi internationale et une discrimination contre les Juifs, les pouvoirs occidentaux ont failli à adopter un quelconque instrument politique afin de rendre Israël responsable ou de faire pression sur Israël de manière significative pour mettre fin réellement à ses violations des droits humains et appliquer les préceptes pertinents de la loi internationale. Au lieu de cela, l'Europe a continué à soudoyer les Palestiniens pour qu'ils acceptent de payer de leurs terres et de leurs droits le prix d'un génocide européen contre les Juifs auquel les Arabes Palestiniens n'ont pris aucune part.

La démarche la plus morale et la plus avisée politiquement que la société civile internationale peut poursuivre afin de contribuer au respect de la primauté du droit international et des droits humains universels au Moyen-Orient, c'est l'adoption d'une position cohérente et vigoureuse, soutenant des initiatives BDS intelligentes contre Israël, similaires à celles qui furent appliquées contre l'Apartheid sud-africain.

A quoi appelle précisément le BDS ?

Les groupes de la société civile, les partis politiques et syndicats les plus significatifs représentant la grande majorité des Palestiniens, dans les territoires occupés, en Israël et dans l'exil, ont soutenu le BDS depuis juillet 2005. Nous appelons le monde entier à boycotter Israël avec toutes ses institutions et entreprises, ainsi qu'à désinvestir des compagnies qui profitent de l'apartheid israélien, de l'occupation ou de la négation des droits des réfugiés.

Mais si un groupe veut se focaliser uniquement sur l'occupation, pas sur l'apartheid en Israël ou sur les droits des réfugiés, quoi alors ? Les droits inaliénables du peuple de Palestine sont indivisibles et non négociables. Seuls les Palestiniens peuvent décider à quoi nous aspirons et comment nous pouvons exercer notre droit à l'autodétermination. Les mouvements de solidarité choisissent les tactiques qu'ils considèrent comme les plus efficaces et les plus durables dans leur contexte particulier pour nous aider à parvenir à nos droits.

Lors du boycott contre l'Apartheid sud-africain, toutes les institutions d'Apartheid furent boycottées : culturelles, sportives, universitaires, économiques, etc. Nous demandons que les mêmes mesures soient exactement appliquées à l'occupation et à l'apartheid israélien. Dans chaque mouvement de boycott, vous adoptez des mesures contre l'État qui viole la loi internationale et les principes des droits humains. Même si vous vous opposez seulement à l'occupation et aux colonies, vous devez boycotter Israël ; après tout, d'après la loi internationale, Israël en tant qu'État est l'entité coupable des crimes d'occupation et de colonisation. Malgré les différences évidentes, personne n'a jamais appelé à ne boycotter que les produits soudanais faits au Darfour ou les produits chinois fait au Tibet, en opposition à ce qui est considéré comme des violations des droits de l'homme dans chaque cas. On doit insister sur la cohérence morale et rejeter les doubles standards.

Mais le boycott n'est-il pas contre-productif parce qu'il frappe les Palestiniens ?

C'est à nous, Palestiniens, de décider. Nous sommes reconnaissants pour votre solidarité, mais nous sommes assez mûrs pour décider ce qui est de notre meilleur intérêt. Oui, le boycott a un prix pour nous ; mais clairement la grande majorité de notre société est prête à payer le prix pour mettre fin à l'oppression d'Israël.

Le BDS peut-il vraiment marcher contre un pays aussi puissant qu'Israël ?

Un passage en revue rapide des succès les plus récents de la campagne BDS nous dit qu'en vérité, non seulement le BDS peut marcher, mais en fait qu'il marche plutôt bien. En quatre ans seulement, le mouvement BDS contre Israël a fait beaucoup plus que ce que nos camarades Sud-Africains avaient réalisé en 20 ans. Nous avons maintenant le soutien de grands syndicats, de l'Afrique du Sud à la Grande-Bretagne, au Canada, de plusieurs pays européens, dont la France et l'Italie. D'importantes personnalités occidentales de la culture se sont mises en avant en soutien au boycott ou bien ont tenu compte de nos appels à boycotter Israël, même sans

annoncer leur soutien. Chaque semaine, il y a une nouvelle initiative quelque part dans le monde de groupes de la société civile et de mouvements sociaux organisant des campagnes pour réaliser les tactiques du BDS. Dans ce qui est peut-être le plus important indicateur de notre succès à ce jour, au mois de mai passé, à la conférence d'orientation annuelle de l'AIPAC, le directeur exécutif de l'AIPAC, Howard Kohr, s'est référé à la campagne BDS en disant, « cette campagne n'est plus confinée aux furieux de l'extrême gauche ou de l'extrême droite politique, mais elle entre de plus en plus dans le grand public américain ».

Un boycott d'Israël n'est-il pas finalement antisémite ?

En réalité, cette accusation est elle-même antisémite ! Elle considère que la critique d'Israël ou l'action contre son oppression est nécessairement une attaque contre tous les Juifs, comme si tous les Juifs avaient une vision monolithique de soutien à Israël et étaient collectivement responsables de ses actions et de sa politique. CET a priori est la définition de l'antisémitisme !

Notre mouvement est ancré sur des principes universalistes et progressistes qui rejettent toute forme de racisme, dont l'antisémitisme. Nous appelons à un boycott d'Israël non pas parce que la plupart des Israéliens sont Juifs, mais parce qu'Israël est un État colonial et d'apartheid. S'il s'agissait de Chrétiens, de Hindouistes ou de Musulmans, ça ne ferait aucune différence. Tant qu'il nous opprime et qu'il viole nos droits fondamentaux nous continuerons à y résister par tous les moyens, dont le BDS. De plus, il y a un réseau croissant de groupes juifs autour du monde qui rejoignent le mouvement BDS. Aux USA, en Grande-Bretagne, au Canada, en France, aux Pays-Bas et même en Israël, un nombre croissant de groupes juifs et d'intellectuels publics parviennent à la conclusion qu'une paix juste ne pourra jamais devenir réalité sans des tactiques efficaces, durables et moralement cohérentes contre Israël.

Deux jours après la fin des hostilités israéliennes contre Gaza et malgré tous les morts, les dévastations et les traumatismes, des centaines de milliers d'enfants de Gaza se sont levés presque littéralement des gravats, à quoi la plus grande part de Gaza était réduite, et sont allés avec enthousiasme vers leurs écoles endommagées, emmenant leurs sacs abîmés, leurs livres déchirés et leurs âmes blessées. Leur douleur était profonde et encore plus leur colère, mais leurs yeux brillaient toujours d'ambition, de défi et d'espoir en leur émancipation. Comme les enfants Sud-Africains des années passées, ils méritent un futur meilleur ; ils méritent la liberté et une vie digne. Alors : BDS !

Omar Barghouti

publié le mardi 13 octobre 2009.

Trad JPB - CCIPPP -

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article7820>

Bulletin Palestine, 23 octobre 2009

2-9 Jerrold Kessel et Pierre Klochendler : Turquie : Premier Allié A Boycotter Israël...

Une Bonne Nouvelle Pour les Palestiniens ?

La Turquie est-elle entrain d'effectuer un virage en U dans la conduite de sa politique régionale, au détriment du régime sioniste ?

La Turquie ne joue pas avec Israël

C'est depuis longtemps la relation stratégique la plus durable au Moyen Orient – peut être parce que c'était la plus improbable.

Pendant des décennies, les deux superpuissances régionales, la Turquie et Israël, se sont tenus épaule contre épaule face à des défis stratégiques.

Ces 20 dernières années, la mystérieuse coopération entre l'Israël Juive et la Turquie Musulmane a de plus en plus fait surface, faisant fi des demandes du Monde Arabe et des faucons en Turquie – à la fois Musulmans et de Gauche – que la Turquie prenne ses distances avec Israël dans ses liens militaires élaborés et les services secrets.

Actuellement, tout est entrain de changer. Ou bien est-ce juste un contretemps ?

Dimanche, Israël a fait savoir que des manœuvres aériennes militaires conjointes de l'OTAN, nom de code, « Anatolie Eagle », avaient été repoussées car la Turquie avait exclu l'armée de l'air israélienne. Les exercices devaient inclure les Etats Unis et l'Italie. Les deux pays ont annulé leur participation après l'exclusion d'Israël par la Turquie.

Les exercices de guerre auraient du avoir lieu dans la ville centrale d'Anatolie, Konya, et auraient du inclure des entraînements aux bombardements dans l'espace aérien turc le long des frontières iraniennes, syriennes et irakiennes.

Le ministère turc des affaires étrangères a fait une déclaration insipide disant que «*ce n'est pas la peine de donner un sens politique au fait que la partie internationale de l'exercice ait été repoussée*».

Mais, parlant dimanche soir sur CNN, le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutogmu, a fait allusion au fait que l'exclusion d'Israël était liée à la colère persistante de la Turquie à l'égard d'Israël à cause de sa guerre effrénée contre le Hamas à Gaza au début de l'année.

Davutoglu a dit : « *Nous espérons que la situation à Gaza s'améliorera, qu'il y aura un retour à la voie diplomatique, et que cela créera également une nouvelle atmosphère dans les relations turco israéliennes.* »

« *Mais* » a-t-il ajouté, « *dans la situation existant présentement, bien sûr, nous critiquons Israël.* »

La colère de la Turquie a été ravivée suite à la publication du rapport Goldstone pour les Nations Unies, qui accuse Israël d'avoir commis des crimes de guerre. Le Premier Ministre Recep Tayyip Erdogan est monté au front pour critiquer la mise au placard du rapport au Conseil des Droits de L'Homme des Nations Unies.

Cette exclusion n'est pas la première action menée par la Turquie pour montrer publiquement son mécontentement contre Israël à cause de l'attaque contre Gaza.

En Janvier, au Forum Economique Mondial de Davos en Suisse, Erdogan a quitté précipitamment la conférence après avoir reproché au président israélien Shimon Peres l'importance du nombre de victimes à Gaza lui disant : « *Vous savez très bien comment tuer des gens* ».

Et, le mois dernier, Davutoglu a annulé une visite en Israël car les autorités israéliennes avaient fait savoir qu'il ne serait pas le bienvenu s'il rendait visite à Gaza en même temps.

Ces incidents ont accru les tensions existantes dans les liens politiques entre les deux pays depuis l'arrivée au pouvoir du Parti islamiste Justice et Développement en 2002.

Le quotidien turc le plus lu, Hurriyet, suggère que le « *nouveau ton glacial* » dans les relations ne va pas changer de si tôt. Les exercices de guerre « *ont été repoussés indéfiniment* », selon le quotidien, citant un responsable turc bien placé.

La décision concernant les exercices de guerre ont été un choc majeur pour les planificateurs stratégiques d'Israël.

« *C'est un développement sérieusement inquiétant* » a dit l'ancien chef d'état major de l'armée de l'air, Eytan Ben-Eliahou, à la TV publique israélienne. « *La Turquie est vitale pour l'entraînement de nos forces armées aériennes sur de vastes espaces, étant donné surtout la localisation stratégique de la Turquie proche à la fois de l'Iran et de la Syrie.* »

Il y a deux ans, des bombardiers israéliens auraient emprunté l'espace aérien turc lors de leur attaque d'un site syrien en construction soit disant nucléaire.

Les deux états ont entretenu des liens étroits sur le plan militaire. Ils ont régulièrement mené des exercices conjoints de leurs flottes, le partage des renseignements est devenu une routine, et le commerce des armes s'est consolidé suite à un accord de coopération militaire signé en 1996.

Israël a fourni pour des centaines de millions de dollars d'équipement militaire à la Turquie pendant des années, et a modernisé les tanks et avions turcs.

Mais depuis un an, la Turquie a régulièrement commencé à diminuer sa coopération militaire tout en augmentant parallèlement de tels liens avec la Syrie.

Des responsables israéliens ont fait savoir que même avant l'annulation de l'exercice aérien, il y avait déjà des inquiétudes concernant le futur d'accords d'armement et d'efforts conjoints pour développer des systèmes d'armement spécialisés.

Non officiellement, les industries militaires israéliennes sous contrôle gouvernemental ont reconnu que le potentiel d'exportation vers la Turquie a diminué de mois en mois, les US et les Européens, spécialement les Italiens, les fabricants d'armes italiens remplaçant les industriels de l'armement israéliens.

Suite aux commentaires israéliens initiaux durs mais emprunts de panique sur l'annulation des exercices de guerre, une déclaration du bureau des affaires étrangères turc a dit : « *nous appelons les responsables israéliens à agir avec bon sens dans leurs déclarations et leurs attitudes.* »

Le directeur du centre stratégique de recherche à l'Université Bahcesehir d' Istanbul, Ercan Citioglu, a dit à la TV Al Jazeera basée au Qatar : « *La Turquie est le seul pays ami d'Israël dans la région. Elle a de très bonnes relations avec la Syrie et l'Iran. C'est pourquoi Israël recherche le soutien de la Turquie pour la politique qu'il mène dans la région ce qui est vital pour lui.* »

En privé, certains responsables israéliens disent qu'Israël ne devrait pas considérer « *le changement abrasif d'Ankara* » à la légère.

Le Ministre de la Défense Ehud Barak a conseillé de garder la tête froide. Après une discussion à huit clos de haut niveau dans son QG de Tel Aviv, Barak a dit : « *malgré les hauts et les bas, la Turquie continue d'être un élément central dans notre région. Il n'est pas question de se laisser entraîner à des déclarations acerbes contre eux.* »

Mais l'un des hauts responsables israéliens a dit franchement à Inter Press Service, « *il se pourrait que la réalité ait déjà changé, et que les liens stratégiques que nous pensions continuer avec la Turquie sont simplement terminés* ».

Lors de la réunion du cabinet hebdomadaire Dimanche, un ancien ministre de la défense, le Ministre de l'Industrie, Benyamin Ben-Eliezer, a dit qu'Israël ne pouvait pas se permettre d'adopter une ligne dure : « *Nous avons des intérêts communs stratégiques importants avec la Turquie. Nous devons agir avec la plus grande sensibilité de sorte que les prévisions sombres ne se matérialisent pas.* »

Influer sur l'attitude de la Turquie semble peu probable sans un changement significatif de la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens.

L'annulation d' « *Anatolian Eagle* » laisse un certain nombre de questions stratégiques sans réponse, à la fois sur le plan bilatéral et international, et aussi en interne en Turquie et en Israël :

•Quels sont les implications d'un différent Turquie Israël sur les efforts internationaux pour stopper le nucléaire iranien ?

•Cela signale-t-il un changement dramatique dans les relations entre l'armée turque et l'Administration islamique modérée du parti au pouvoir l'AK ? Jusqu'à cette dramatique décision l'armée turque a toujours prudemment couvert ses liens étroits avec Israël face à la colère croissante du gouvernement et du public sur cette relation

stratégique étroite.

- Cette exclusion d'Israël sera-t-elle la preuve d'un premier boycott tangible par un pays allié d'Israël ?
- Et, quel effet cela aura-t-il sur la politique obstinée d'Israël pour relâcher sa pression constante sur les Palestiniens ?

Jerrold Kessel et Pierre Klochendler –

15/10/09

Inter Press Service repris par www.atimes.com

18/10

http://www.planetenonviolence.org/Tensions-Turquie-Israel-Premier-Allie-A-Boycotter-Israel,-Une-Bonne-Nouvelle-Pour-Les-Palestiniens_a2035.html

2-10 Turquie- Israël ce n'est plus business comme d'habitude.

Des nouveaux contrats pour des centaines de millions de \$ de fourniture en équipement fabriqués par les industries militaires israéliennes pour l'armée turque de même que la coopération entre militaires turcs et israéliens sont actuellement suspendus. Récemment, des responsables turcs ont préféré acheter un satellite espion à l'Italie alors même qu'il est plus cher que celui pouvant être fourni par les Israéliens et de moins bonne qualité.

La Turquie a menacé Israël de lui imposer pour des millions de \$ d'amende à cause du retard dans la livraison à l'armée turque de 10 drones fabriqués par les Industries Aérospaciales Israéliennes (IAI). La Turquie a prévenu Israël que si les appareils ne sont pas livrés avant la fin de l'année l'affaire sera portée devant la Cour Internationale d'Arbitrage Commercial.

Ces drones ont été commandés il y a quatre ans pour un montant de 180 millions de \$ selon le quotidien turc, Zaman, auprès d'Elbit Systems et des Industries Aérospaciales d'Israël, et la Turquie menace de demander 3 à 4 millions d'amende pour ce retard dans la livraison.

D'autre part, les exportations d'Israël vers la Turquie ont chuté de 40% les 9 premiers mois de cette année, et les entreprises turques ont des dettes et cela a un impact sur le secteur assurances en Israël. Les banques turques qui par le passé coopéraient volontiers avec les Israéliens en fournissant des informations sur la situation comptable des entreprises turques - surtout celles ayant des problèmes de trésorerie – se refusent désormais à le faire ce qui complique la tâche des exportateurs israéliens pour gérer les crédits accordés et fait porter le fardeau sur la principale compagnie d'assurance israélienne ICIC. « *Ces derniers mois nous avons vu une augmentation exceptionnelle des retards de paiement des sociétés turques auprès des exportateurs israéliens* » (paiement à 30 jours) a dit David Milgrom, CEO d'ICIC.

Les 9 premiers mois de l'année Israël a exporté pour 800 millions de \$ de produits en Turquie, soit une baisse de 40% pour la même période en 2008. La baisse des exportations vers la Turquie est le double de la baisse générale des exportations israéliennes qui est de 20%. Les dettes des entreprises turques auprès des exportateurs israéliens a augmenté de 90% pour cette même période 2009, et actuellement se monte à 40 millions de \$.

Des responsables israéliens prônent l'adoption d'un profil bas en espérant un retour à la « normale » d'ici peu. Mais certains en Israël analysent ce changement de position de la Turquie comme un « fait accompli » et reconnaissent que la Turquie n'est plus un partenaire stratégique et sécuritaire partageant une relation de dépendance vis-à-vis d'Israël, ce qui est un coup considérable pour Tel Aviv. Cela sape le pouvoir de dissuasion d'Israël vis-à-vis de la Syrie et de l'Iran.

Quiconque regarde la carte régionale peut le comprendre facilement et en saisir les implications géopolitiques et stratégiques surtout pour Israël. Israël a commencé à chercher des relations de substitutions avec des pays comme l'Azerbaïdjan, le Turkmenistan, mais le processus est complexe, il est surveillé de près par la Russie, l'Iran, la Chine, reste instable, à court terme, et ne pourra en aucun cas remplacer des décennies de coopération étroite Turquie Israël.

Changement politique majeur de la Turquie dans la région, un point positif pour les Palestiniens

La Turquie semble mettre en place un changement politique majeur dans la région, se tournant vers l'Est comme alternative positive à ses relations frustrantes avec l'Ouest, surtout à cause de ses difficultés à obtenir gain de cause en ce qui concerne son adhésion à l'UE (La dernière visite turque à Paris s'est terminée par un refus de recevoir de Sarkozy).

Selon les déclarations faites à IPS par le Dr Samir Awad de l'Université Birzeit près de Ramallah, Cisjordanie/Palestine occupée :

« *Les relations de plus en plus tendues entre la Turquie et Israël et sa sympathie croissante pour la cause palestinienne pourraient avoir une influence importante sur les Européens, les Américains, et les Pays Arabes* ».
« *La Turquie, un pays musulman séculier à des liens forts avec le monde Musulman et Arabe. En même temps, elle a des relations fortes avec les Etats Unis qui la considèrent comme un allié régional et stratégique. Elle est aussi d'une certaine façon respectée par l'Occident pour être séculière et démocratique mais avec quelques dérives* ».

La Syrie a annoncé mardi qu'elle allait participer à d'importantes manœuvres militaires conjointes avec la Turquie, au grand dam des Israéliens. Déjà en début d'année un exercice militaire conjoint avait été organisé.

Selon Anat Lapidot-Firilla, de l'Université de Jérusalem, qui s'est exprimée dans un article dans le quotidien

israélien Haaretz, la Turquie se voit comme possible dirigeant du monde sunnite musulman.

La Turquie pourrait faire pression sur certains pays arabes pour qu'ils s'engagent plus pour aider les Palestiniens, notamment l'Arabie Saoudite, qui jusqu'à présent a joué un double jeu dans la région selon ses intérêts et ceux de son allié et protecteur américain. Hors tout récemment la Syrie et l'Arabie Saoudite ont renoué des liens tendus depuis des années à cause du Liban, sur lequel ils se sont mis d'accord pour favoriser la formation rapide d'un gouvernement d'Union Nationale incluant notamment les Shi'ites du Hezbollah et les Sunnites d'Hariri.

La Turquie pourrait jouer un rôle majeur pour consolider les liens Shi'ites Sunnites, notamment ceux entre l'Arabie Saoudite et l'Iran portant ainsi un coup fatal au projet américanosioniste de semer la discorde et provoquer un violent conflit régional entre Shi'ites et Sunnites. La Turquie pourrait donc œuvrer à cette réunification du monde musulman dans la région, ce que l'Iran et le Hezbollah réclament depuis un certain temps et retrouver ainsi son rôle d'antan.

Héritage de l'Empire Ottoman, La Turquie considère en effet comme faisant partie de sa mission d'assurer la paix et la stabilité de même que la prospérité économique dans la région, selon Lapidot.

« *Les Turcs ont donné un exemple moral en menant des actions diplomatiques contre Israël, plus que ce que n'ont pu faire l'Égypte et la Jordanie, toutes deux ayant signé des traités de paix avec Israël* » a affirmé le Dr Awad.

La Turquie - actuellement membre non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU- a prévu de soutenir un certain nombre de résolutions pro palestiniennes à la fois dans des forums régionaux et internationaux au Conseil de Sécurité, à l'Assemblée Générale des Nations Unies, et au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève. La Turquie a aussi récemment participé à une rencontre de l'Organisation des Pays Islamiques et à une session de la Ligue Arabe, et le « cas Israël » était partout sur l'Agenda.

« *Même si auparavant la Turquie a toujours soutenu les résolutions pro palestiniennes dans ces réunions, je pense qu'elle se fera encore plus entendre dans le futur et fera plus de lobbying* » a dit le Dr Awad.

Jerrold Kessel et Pierre Klochendler –

15/10/09

Inter Press Service repris par www.atimes.com

18/10

http://www.planetenonviolence.org/Tensions-Turquie-Israel-Premier-Allie-A-Boycotter-Israel,-Une-Bonne-Nouvelle-Pour-Les-Palestiniens_a2035.html

2-11 Ahmad Y. Al-Qarei : Tous les Etats et instances arabes et islamiques sont unanimes sur le danger qui pèse actuellement sur Jérusalem.

Tous les Etats et instances arabes et islamiques sont unanimes sur le danger qui pèse actuellement sur Jérusalem.

Et par conséquent, sur la nécessité d'entreprendre une action rapide au niveau des instances internationales et régionales, tout en se concentrant sur les cercles qui ont la possibilité de faire pression sur Israël.

Cet Etat voyou ne possède pas de Constitution intérieure et commet des violations dangereuses contre la légitimité internationale.

Il est évident que ces violations dernièrement commises par les extrémistes israéliens contre la mosquée d'Al-Aqsa ne sont qu'un prolongement de celles nombreuses commises depuis l'occupation de Jérusalem le 7 juin 1967.

Elles ont doublé depuis la promulgation de la décision de la Haute cour israélienne le 23 septembre 1993. Selon cette décision, la mosquée d'Al-Aqsa serait soumise à la souveraineté israélienne. Une décision qui transgresse les principes du droit international et du 4^e accord de Genève en 1949.

En parallèle à cette décision concernant la judaïsation de l'Esplanade des mosquées, de nombreux plans sont en cours, et les Israéliens n'ont aucune honte à les dévoiler et à les publier. Parmi ces plans, il y a la construction de 10 colonnes (au nombre des 10 commandements) sur l'esplanade qui se trouve face à la muraille ouest de l'extérieur, jusqu'à parvenir au niveau de l'esplanade actuelle de la mosquée d'Al-Aqsa. Ensuite, ils prévoient la construction du 3^e Temple pour le relier à une colonne qu'ils prétendent exister dans le Dôme du rocher. C'est ainsi que les plans israéliens visent à effacer l'identité de Jérusalem, à violer ses lieux saints, à s'accaparer ses territoires et à démanteler sa constitution démographique et architecturale. Bref, l'Etat hébreu vise à effacer toute trace de l'histoire arabo-islamique de la ville.

La Conférence arabo-islamique, tenue à Jérusalem en 1931, était parmi les premières conférences à mettre en garde contre les violations de l'Esplanade des mosquées. Elle avait été tenue près de la mosquée d'Al-Aqsa avec la présence d'un grand nombre de leaders arabes et de musulmans orientaux et occidentaux. La décision la plus importante prise par cette conférence était de créer une société pour sauver les terres des Palestiniens à Jérusalem. Et ce, dans l'objectif de serrer l'étau autour des tentatives de l'Etat hébreu d'acheter le maximum de terres proposées par la tutelle britannique ou celles que les propriétaires arabes se sont retrouvés obligés de vendre sous la répression des lois britanniques.

En application des décisions de ladite conférence, une délégation palestinienne a effectué une tournée qui a duré 7 mois pendant laquelle elle a visité un grand nombre d'Etats qui ont souscrit de grandes sommes au profit de la société pour sauver des territoires palestiniens ainsi que d'autres projets lancés par la conférence. Si de pareils efforts palestiniens, arabes et islamiques ont été faits au début du siècle dernier sous domination coloniale

complète imposée aux mondes arabe et islamique, il aurait fallu profiter de cet exemple pour faire face aux plans israéliens visant à s'accaparer les terres palestiniennes depuis le jour de la création d'Israël.

Ce que nos ancêtres ont fait depuis près d'un siècle nous interpelle, en tant que nation unie, à déployer le maximum d'efforts à tous les niveaux. Il est clair que les efforts doivent être concentrés avant tout en direction de l'UE, à cause de son poids politique et du nombre de ses membres (environ 30 Etats). De plus que les positions européennes sont encourageantes depuis la déclaration de Venise le 13 juin 1980 et sa recommandation des droits légitimes du peuple palestinien.

C'est ainsi que les positions européennes au cours des dernières années doivent nous pousser à activer l'entente avec l'UE dans cette phase cruciale du conflit arabo-israélien. Effectivement, en juillet 2008, l'UE a critiqué les activités coloniales après l'approbation préliminaire de la part du gouvernement israélien de construire des logements sur le mont d'Abou-Ghoneim au sud et au nord de Jérusalem. Et ce, dans un communiqué adressé par la présidence française à l'UE, et selon lequel les procédures israéliennes pourraient porter atteinte à la crédibilité du processus politique en cours entre Israël et les Palestiniens.

Puisque Javier Solana, chef de la diplomatie et de la politique étrangère et sécuritaire auprès de l'UE, effectue continuellement des visites navettes au Proche-Orient, il faut qu'un chef de la diplomatie arabe en fasse de même. Ce qui se passe à Jérusalem doit être soumis à l'Unesco qui, depuis les années 1990 du siècle passé, accorde un intérêt particulier à la cause de cette ville [1]. Un important rapport est élaboré à la fin de l'année 1999 dans lequel il a signalé les violations israéliennes commises contre l'histoire et le patrimoine arabes de la ville. Il a mentionné un nombre de vérités reflétant le plan de judaïsation de la ville. Selon ce rapport, l'ancienne Jérusalem est devenue prisonnière et encerclée par une autre ville en expansion continue au profit des nouveaux colons juifs.

L'action arabo-islamique peut commencer par l'enregistrement de toutes les violations israéliennes commises durant la dernière décennie dans un livre noir qui peut être publié en plusieurs langues pour que l'opinion publique internationale soit au courant de ce qui se passe sur les territoires arabes occupés et dans la ville sainte.

[1] voir sur PNN

Ahmad Y. Al-Qarei

jeudi 15 octobre 2009

3_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Topaz Amore et Yolande Knell : Balles dans le cerveau, shrapnel dans la colonne vertébrale : terribles blessures chez les enfants de Gaza.

Topaz Amore au Caire et Yolande Knell à El-Arish

Janvier 2009 –

Les médecins d'un hôpital près de Gaza sont pratiquement débordés par le nombre d'enfants palestiniens qu'ils doivent traiter pour des blessures par balles à la tête.

Publié le 17 janvier 2009, au plus fort de l'attaque israélienne sur la bande de Gaza

La semaine dernière, le personnel de l'hôpital d'EL-Arish dans le Sinaï a dû faire, en un jour, des cat scans sophistiqués du cerveau sur un enfant de neuf ans, deux de 10 ans et un de 14 ans - chacun avait une balle logée dans le cerveau, après avoir été atteint par des coups de feu pendant l'assaut israélien terrestre contre Gaza.

Le dr Ahmed Yahia, chef de l'équipe de traumatologie, a appris à la grand-mère de Anas, âgée de neuf ans, que la petite fille n'allait sans doute pas survivre. « Anas est arrivée dans un coma profond et est toujours dans le même état, » a dit le dr Yahia. « La balle a endommagé une grande partie de son cerveau. Elle est entrée, a touché la paroi du crâne et puis a dévié vers le bas. J'ai vu beaucoup de blessures par balles et les dégâts ici sont si étendus qu'ils sont probablement mortels".

Le dr Yahia, professeur de neurochirurgie, qui a travaillé aux USA et en Grande-Bretagne, croit que la balle a été tirée à bout portant. « Si elle change de direction à l'intérieur du cerveau c'est qu'elle se déplace à grande vitesse et sa force de pénétration est également élevée, » dit-il.

« Je ne peux pas conclure précisément que ces enfants sont pris pour cible, mais dans certains cas, comme la balle entre par l'avant de la tête et la transperce jusqu'à l'arrière, je pense que l'arme a été braquée sur l'enfant. » Alors qu'Israël se préparait à un éventuel cessez-le-feu hier, ses officiels continuaient à nier que ses soldats eussent délibérément visé des civils, accusant les combattants du Hamas d'avoir pris refuge dans les maisons de Gazaouis ordinaires et d'utiliser ceux-ci comme boucliers humains.

Mais personne ne conteste l'intensité des souffrances de Gaza, ni leurs graves effets sur les jeunes. Les Nations unies ont compté 346 enfants palestiniens tués depuis le début de l'assaut israélien, alors que le Hamas, mouvement islamique radical qu'Israël a essayé de déloger, indique qu'il y a 410 enfants parmi les 1.201 morts palestiniens.

Un nombre encore plus élevé d'enfants ont été blessés - 1.630, selon le Hamas - et un nombre inquiétant d'entre eux ont subi de graves blessures à la tête.

Des centaines de victimes de la campagne de trois semaines menée par Israël à Gaza ont été transportées au-delà de la frontière égyptienne à Rafah pour recevoir des soins d'urgence. Elles sont d'abord examinées à EL-Arish, à environ 60 kilomètres de la frontière. Pour les patients qui sont souvent branchés sur des respirateurs, c'est un voyage dangereux à travers une zone en guerre.

Un des chefs d'une équipe médicale à l'hôpital, le dr Ayman Abd Al-Hadi, a indiqué que c'était le pire conflit qu'il avait connu. « Nous avons eu un enfant avec deux balles dans la tête et nulle part ailleurs, » dit-il. « Nous pensons que cela prouve quelque chose. »

Il a félicité les équipes médicales de Gaza d'être arrivées à sauver tant de vies en dépit de la pénurie de personnel, de fournitures et de matériel. « Seul un petit pourcentage des enfants peuvent survivre à des blessures par balle à la tête » dit-il. « Pour trois enfants survivants que nous voyons ici avec des blessures par balle à la tête, il y en a probablement 97 à Gaza qui sont décédés. »

Les médecins de l'hôpital, petit et pourtant bien équipé, n'essayent pas d'extraire les balles, mais effectuent une évaluation complète et essaient de stabiliser leurs patients - dont la plupart ont perdu connaissance - avant de les envoyer aux hôpitaux du Caire, et dans certains cas à l'étranger, pour recevoir un traitement plus poussé. Parmi ceux qui survivent, peu sont susceptibles de récupérer entièrement. La plupart des enfants ayant subi de telles blessures resteront probablement paralysés à vie.

D'autres enfants ont des blessures différentes, mais horribles - comme Samer, moins de trois ans, en train de jouer avec le gant gonflé d'un chirurgien ; son médecin égyptien essaie de la distraire de la douleur qu'il va lui infliger en lui insérant un cathéter d'analgésique dans la main.

Après qu'elle eut reçu une balle dans le dos devant sa maison à Gaza, cette petite fille absolument ravissante n'a été secourue par l'équipe médicale que trois heures plus tard vu le temps qu'il a fallu à celle-ci pour la rejoindre. Son oncle, Hassan Abedrabo, a dit que Samer avait été touchée par une balle israélienne qui a endommagé sa moelle épinière et l'a laissée paralysée. En même temps, ses deux soeurs, âgées de deux et de six ans, ont été tuées par balles tirées à bout portant alors qu'elles essayaient de s'échapper pendant le bombardement de leur maison à Jabaliya, au nord de ville de Gaza.

La mère des petites filles a été touchée deux fois, mais elle a survécu ; M. Abedrabo a dit que leur grand-mère, agitant un drapeau blanc à l'avant du cortège de la famille terrifiée, a perdu un bras touché par une autre balle. Samer a été maintenant transférée dans un hôpital belge, mais les médecins égyptiens qui l'ont soignée à EL-Arish croient qu'elle ne marchera plus jamais. Elle est peut-être trop jeune pour comprendre ce que son avenir lui réserve mais, Samer pense savoir ce qui lui est arrivé. « Les juifs ont tiré sur moi, » dit-elle en arabe. « Et ils ont tué ma petite soeur. »

L'oncle de Samer, M. Abedrabo, a juré qu'il n'y avait aucun combattant du Hamas dans la maison pendant les tirs des chars israéliens la semaine dernière. Il est partisan du Fatah, rival politique acharné du Hamas, dirigé par le Président palestinien Mahmoud Abbas. « Les chars ont ouvert le feu sur le quatrième étage, » a dit M. Abedrabo, alors qu'il veillait sa nièce à l'hôpital. "Environ 30 personnes s'abritaient au rez-de-chaussée pendant que les chars commençaient à tirer sur le troisième étage, puis le deuxième ; puis le rez-de-chaussée".

« La maison s'est mise à trembler et nous étions terrifiés, » dit-il. « Les femmes et les enfants hurlaient car ils pensaient que la maison allait s'effondrer. « Je parle hébreu et j'ai crié vers les Israéliens. L'officier a dit, « sortez » et les femmes sont donc sorties les premières, en agitant un drapeau blanc. Ils ont ouvert le feu à 15 mètres à peine. Comment ne pouvaient-ils pas savoir qu'il y avait des enfants ? Ils pouvaient les distinguer ». Trois heures plus tard, quand un cousin est arrivé avec des médecins palestiniens, huit personnes restaient dans la maison. À ce moment-là, dit M. Abedrabo, les missiles tirés par les F-16 israéliens ont détruit ce qui restait du bâtiment, tuant ceux qui étaient restés à l'intérieur.

Les psychiatres de l'hôpital, qui voient chaque patient, s'inquiètent spécialement d'un garçon de 13 ans qui est resté bloqué, terriblement atteint par du shrapnel, pendant trois jours sous les décombres de sa maison. Les corps d'autres membres de la famille jonchaient le sol autour de lui, et il a vu des chiens commencer à dévorer leurs cadavres.

Alors que la pression internationale s'accroît sur les deux parties pour qu'elles arrivent à un cessez-le-feu la semaine dernière, l'opinion publique israélienne ne manifestait guère d'opposition à la campagne.

L'association israélienne de défense des droits civiques a pris une initiative controversée en publiant sur une page entière du quotidien *Haaretz*, dans la rubrique nécrologique, une protestation sur le sort des enfants palestiniens. Elle déplorait les décès des enfants de tous les âges et avait écrit « Stop » en lettres rouges.

« Le public n'est guère enclin à s'intéresser au prix payé par la population civile à Gaza, » dit Nirit Moskovitz, porte-parole du groupe. « Il faut rappeler à la société israélienne qu'il y a de vraies personnes et des enfants innocents qui sont atteints. Tout le monde a un faible pour les enfants et c'est pourquoi nous nous sommes concentrés sur eux".

Les médecins d'EL-Arish ne peuvent pas vérifier indépendamment les récits faits par les victimes gazaouies. Mais rien de ce qu'ils ont vu ne contredit les récits des civils qui disent avoir été délibérément ciblés.

Topaz Amore au Caire et Yolande Knell

17 janvier 2009 - The Telegraph –

Cet article peut être consulté ici : lundi 26 octobre 2009

<http://www.telegraph.co.uk/news/wor...>

Traduction : Anne-Marie Goossens

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7523

3-2 Rapport : Les captives palestiniennes, souffrances inhumaines, en attendant une lueur de liberté.

Jour après jour, les souffrances du peuple palestinien ne cessent d'augmenter. Elles ne sont pas peu nombreuses les familles dont un ou plusieurs membres se trouvent derrière les barreaux de l'occupation israélienne.

Aujourd'hui, une petite lueur d'espoir de retrouver l'air de la liberté se voit à l'horizon, avec la transaction d'échange de prisonniers avec les occupants israéliens. Mais en attendant ce moment, le nombre de captifs palestiniens dans les prisons israéliennes ne cesse d'augmenter. Ces captifs ne sont pas seulement du genre masculin. Plusieurs femmes palestiniennes souffrent également de l'oppression sioniste. Elles n'ont le droit à aucun respect. Leur dignité est largement bafouée par les bourreaux israéliens.

Encore 33 captives

Au début d'octobre 2009, les factions ont pu libérer une vingtaine de captives palestiniennes. Il en reste encore 33 autres, dit le ministre des captifs et des libérés, dans la bande de Gaza. 25 d'entre elles sont originaires de la Cisjordanie. 4 de la ville d'Al-Quds. 3 des territoires occupés en 1948. Et une de la bande de Gaza : Wafa Alice. 21 de ces captives se voient enfermées dans la prison Al-Charoun, 11 à Al-Damoun. Wafa se trouve, elle, dans la prison Al-Ramla. Riyadh Al-Achqar, directeur du bureau d'informations du ministère, dit dans un rapport dont notre Centre Palestinien d'Information (CPI) a reçu une copie, que le nombre de captives n'est jamais stable. Ces occupants en arrêtent une pour la garder ou pour la relâcher le lendemain, ou encore pour la détenir pour longtemps en attendant son jugement.

Les conditions de détention

Il est tout d'abord à savoir que certaines captives se voient enfermées accompagnées de certains de leurs parents. Trois de leurs maris. Deux de leurs frères !

Puis il est primordial de savoir que les captives se retrouvent dans des conditions très difficiles. Et à cause de ces conditions inhumaines, elles souffrent de différentes maladies parfois très graves. A titre d'exemple, Fayza Jomaa souffre du cancer du col de l'utérus, sans voir venir les soins nécessaires. Pareil pour Wafa Samir qui souffre de graves brûlures.

On devine facilement que les occupants israéliens font tout pour faire souffrir les captives palestiniennes. Les cellules sont mal aérées. L'humidité, les rats et les insectes ne veulent les quitter.

Elles souffrent énormément de cette négligence médicale, du manque de consultations, d'analyse, de radio, de spécialistes, surtout les gynécologues. Les infections de toutes sortes, souvent d'origine inconnue, rongent les captives et les exposent à divers dangers.

Le rapport souligne enfin que les captives sont aussi l'objet de toutes sortes d'inspection humiliantes dont la visite surprise nocturne et l'inspection corporelle à nu.

25/10/2009

<http://www.palestine->

[info.cc:80/Fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Gho9HxBbw3%2bcQniFLxX90ceXV0d2zdHHgv22nWwPOnlffAxj8x2Vh%2bRsFVf0%2bx%2bGH5UHOcSmbpLCbCVIRJS5EjD88NgUUlspoKbgLPpPXK0%3d](http://www.palestine-info.cc:80/Fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Gho9HxBbw3%2bcQniFLxX90ceXV0d2zdHHgv22nWwPOnlffAxj8x2Vh%2bRsFVf0%2bx%2bGH5UHOcSmbpLCbCVIRJS5EjD88NgUUlspoKbgLPpPXK0%3d)

3-3 Annick-Denise Hamouri : Mon fils Salah, franco palestinien, détenu depuis 2005, condamné à 7 ans de prison.

Monsieur le Président de la République,

Je me permets de vous écrire cette lettre suite à votre rencontre il y a 2 jours avec le père du soldat Gilad Shalit. Je comprends tout à fait, Monsieur le Président, l'émotion et la ténacité avec lesquelles vous défendez la cause de Gilad Shalit, franco-israélien, comme vous l'avez fait déjà et continuez à le faire concernant la situation d'autres Français détenus à l'étranger en intervenant le plus souvent efficacement ou en recevant personnellement leurs familles.

Devant cette situation, je ne peux que vous rappeler le cas de mon fils Salah, franco palestinien, détenu depuis 2005, condamné à 7 ans de prison. Je vous remercie d'être intervenu auprès du premier ministre israélien en demandant une mesure de clémence (cependant que vous n'avez jamais demandé la libération de mon fils). Celle-ci a été refusée de façon cinglante, et depuis : plus rien.

Je suis une mère et tout comme les parents du caporal Shalit je resterai mobilisée avec de nombreuses personnalités et notre Comité de soutien jusqu'à la libération de mon fils dont le seul « crime » est de résister pacifiquement à une occupation que vous avez-vous-même évoquée en parlant de la création nécessaire d'un Etat Palestinien.

Son second « crime » serait de ne pas regretter. On se demande bien d'ailleurs ce qu'il aurait à regretter à part d'avoir passé les meilleures années de sa vie en prison Monsieur le Président,

La devise de la république – liberté, égalité, fraternité – doit s'appliquer à tous les Français.

Je souhaiterais donc vous rencontrer personnellement tout comme Monsieur Shalit a été reçu par vous de même que les autres familles à qui vous avez pu procurer espoir et réconfort quand leurs proches étaient en difficulté à l'étranger.

Dans l'attente de votre réponse que je n'imagine pas autrement que positive, je vous prie d'agréer, Monsieur le

Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Madame A-Denise Hamouri

Jérusalem, 09 octobre 2009

14/10

<http://www.aloufok.net/spip.php?article962>

3-4 Sabri Mohammed Ghraïeb : Ils m'ont mis en prison dans ma maison. (un Palestinien au milieu des colons.)

Sabri Mohammed Ghraïeb est un irréductible Palestinien: depuis 25 ans, il résiste dans sa maison encerclée par une colonie israélienne en Cisjordanie occupée.

"Mon histoire, c'est celle des Mille et une nuits. Elle est sans fin, mais en plus triste", raconte ce Palestinien de 73 ans.

"Cela fait 25 ans que ça dure, que l'on souffre de cette occupation, que l'on se bat contre elle. Mais ils n'ont pas réussi à me faire partir, ma famille et moi", dit-il.

C'est avec amertume qu'Abou Samir (son surnom) observe, de son porche, le résultat de son entêtement: sa maison, autrefois à l'écart du village palestinien de Beit Ijza, est devenue une minuscule enclave au milieu de la colonie de Givon Hahadasha.

Encerclée d'un mur de béton et d'un grillage doté de capteurs électriques, la maison est reliée à Beit Ijza par un mini-corridor. Elle est surveillée par des caméras. Une lourde barrière électrique, que l'armée israélienne peut activer à distance, en contrôle l'accès.

De l'autre côté, se déploie Givon Hahadasha, qui fait partie de la "banlieue" juive de Jérusalem, dont le but, selon les Palestiniens, est de rendre irréversible l'annexion de la partie orientale de la Ville sainte, occupée par Israël en juin 1967. La communauté internationale réclame l'arrêt de la colonisation, qu'elle juge illégale.

Etablie à partir de 1981, Givon Hahadasha offre un accès rapide à Jérusalem, un coût de la vie moindre et des loyers abordables.

Ici, vivent quelque 300 familles israéliennes dans des maisons blanches aux tuiles rouges, bien ordonnées, séparées des zones sous contrôle palestinien par une barrière de sécurité, "clôture antiterroriste" pour les Israéliens, "mur de l'apartheid" pour les Palestiniens.

Abou Samir affirme que la colonie a été implantée sur ses terres et que sa ferme, avec ses dix hectares, était l'une des plus belles du village. Il cultivait vigne, blé et oliviers. "Les juifs avaient des terres plus loin, mais ils ont grappillé la mienne petit à petit", peste-t-il.

"Nous sommes dans notre droit à 100%", rétorque Schmulik Lederer, le responsable de Givon Hahadasha. Le conseil régional de Binyamin, qui gère les colonies de la région, explique qu'une association juive a acheté des terres dans le coin dès 1887.

"De nombreuses colonies ont été installées sur des terres privées", souvent grâce à une loi datant de l'Empire ottoman selon laquelle un lopin non exploité peut être réquisitionné par l'Etat, souligne Hagit Ofran, de l'association israélienne anti-colonisation La Paix Maintenant.

"Ils ont tout fait pour que je quitte ma maison", raconte Abou Samir. "Ils m'ont menacé, battu, emprisonné, et même offert de la racheter. J'ai refusé. Alors ils ont fini par me mettre en prison dans ma propre maison, au beau milieu de leur satanée colonie".

"Mais je ne veux pas la quitter", ajoute-t-il. "Si je partais, je mourrai immédiatement. Je serai comme le poisson hors de l'eau".

Venu lui rendre récemment visite, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a estimé que son histoire "résume le combat de notre peuple, sa détermination à rester sur sa terre et vivre dans la dignité".

La Cour suprême israélienne a finalement tranché en faveur d'Abou Samir, explique son avocat, Hassan Darwish, en constatant que sa maison était dûment enregistrée au cadastre israélien depuis 1979.

En revanche, la justice israélienne l'avait déjà dépossédé d'une partie de ses terres avant qu'il ne soit coupé du reste de son domaine par la barrière de sécurité construite à partir de 2004.

"Lorsque les Israéliens ont vu que j'avais gagné le droit de vivre chez moi, ils ont construit ce mur autour de ma maison", soupire-t-il.

23/10

Djallal MALTI

(AFP)

http://www.alterinfo.net/Un-Palestinien-au-milieu-des-colons-Ils-m-ont-mis-en-prison-dans-ma-maison_a38317.html

3-5 Des fermiers de Gaza aux prises avec des terres agricoles endommagées.

Des milliers de fermiers de Gaza ne pourront peut-être pas planter les semences de leurs prochaines récoltes, lors de la principale saison des semailles dans la région en octobre, à cause des dommages causés aux terres agricoles par l'offensive israélienne en début d'année, et par manque de matériels agricoles comme des semences et des engrais, selon des responsables.

La moitié des quatre hectares de terres agricoles de Hatem Khubair, à Beit Lahiya, une ville située dans le nord

de la bande de Gaza, a été détruite durant l'offensive israélienne en début d'année.

« Je n'ai pas les moyens de remettre ma terre en état. L'armée israélienne a rasé mes récoltes – oignons et carottes – et a stationné des chars dessus, détruisant le système d'irrigation », a dit Hatem.

« Je manque d'argent et de matériels », a dit Hatem, estimant les dommages à 27 000 dollars, ce qui n'inclut pas les pertes de production auxquelles lui et sa famille de huit personnes devront faire face cette année.

Les fermiers se battent pour remettre en état les 1 700 hectares de terres agricoles endommagés ou détruits durant l'offensive israélienne de 23 jours qui s'est achevée le 18 janvier 2009, selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) intitulé Estimation des dommages dans le secteur agricole de Gaza. Selon le rapport, les récoltes détruites comprennent 929 hectares de vergers et 500 hectares de légumes. La destruction de la couverture végétale et le compactage du sol par des raids et des mouvements de chars ont dégradé la terre, la rendant difficile à replanter et susceptible ainsi de devenir un désert stérile. Selon le PNUD, à Gaza, 5 200 fermiers – sur environ 10 000 – ont été directement touchés par l'offensive.

Des moyens de subsistance en danger

L'entrée à Gaza, via les points de passages contrôlés par les Israéliens, de denrées essentielles, y compris du matériel agricole, reste soit restreinte à des quantités limitées, soit refusée ; et les fermiers de Gaza risquent de ne pouvoir replanter leurs récoltes cette saison en raison du manque de semences, d'engrais, de bâches en plastique et de filets pour les serres, selon le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA).

Selon le rapport, les moyens de subsistance d'environ 10 000 familles de fermiers - soit 65 500 personnes – pourraient ainsi être affectés.

Environ deux-tiers de la population de Gaza (1,5 million de personnes) sont menacés d'insécurité alimentaire, alors que le chômage tourne autour de 40 pour cent, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« La FAO et d'autres agences des Nations Unies fournissent aux fermiers des matériaux tels que de la nourriture pour les animaux et des unités de maraîchage pour la production de récoltes », a dit Erminio Sacco, le représentant de la FAO à Jérusalem. « La saison hivernale des récoltes est la plus importante pour la production agricole de Gaza ».

Selon Shlomo Dror, porte-parole du ministère israélien de la Défense, il n'y a pas de pénurie de matériels agricoles à Gaza.

« Nous restreignons l'entrée de tous les matériaux qui peuvent être utilisés pour fabriquer des explosifs, ce qui n'inclut pas les semences et les engrais », a dit M. Dror. « Kerem Shalom [seul point de passage commercial de Gaza] peut seulement gérer 100 camions par jour, limitant la quantité de matériel qui peut entrer, et la première priorité est donnée aux denrées humanitaires ».

Rapport du PNUE

Le récent rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur les conditions environnementales à Gaza après l'offensive israélienne estime que 17 pour cent des terres cultivées, y compris des vergers et des serres, ont été endommagés ou détruits.

Le rapport estime les coûts – en terme de dommages causés aux moyens de subsistance des fermiers résultant des dommages et contamination des terres agricoles, en plus de la reconstruction, et incluant le fait de s'assurer que la terre est sécurisée pour le replantage – à environ 11 millions de dollars.

Sols fragiles

Les fermiers de Gaza sont face au défi de tenter de restaurer la production agricole perdue dans une région entourée de dunes de sable et sur des sols fragiles.

Avec le soutien du gouvernement des Pays-Bas, une organisation non-gouvernementale (ONG) locale, Agricultural Development Association (PARC-Gaza), a lancé en août plusieurs projets pour aider les fermiers touchés, a dit Thijs Debeij, second secrétaire au Bureau de représentation des Pays-Bas auprès de l'autorité palestinienne à Ramallah. « Seuls 25 pour cent des terres agricoles endommagées ou détruites pendant la guerre ont été réhabilités par des ONGs locales et des agences des Nations Unies », a dit Ahmed Sourani, responsable de PARC.

La FAO estime les pertes globales de la communauté agricole de Gaza, comme résultant de l'offensive, à 268 millions de dollars, incluant 180 millions de dollars en dommages directs et 86 millions de dollars en pertes projetées.

[La Rédaction](#)

19 octobre 2009

(IRIN)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article977>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19